

ACCROÎTRE LES RESSOURCES

CAP SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
RAPPORT DE 2012



Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. (Freeport-McMoRan ou la Société) est l'une des principales sociétés minières internationales, dont le siège se trouve à Phoenix, en Arizona. Nous exploitons à long terme de vastes réserves prouvées et potentielles de cuivre, de molybdène et d'or situées dans plusieurs zones géographiques. La Société dispose d'un portefeuille dynamique de projets d'exploitation, d'extension et de croissance dans l'industrie du cuivre ; elle est le plus grand producteur mondial de molybdène.

Le portefeuille d'actifs de Freeport-McMoRan comprend le district minier de Grasberg en Indonésie, l'un des plus grands gisements de cuivre et d'or du monde, des opérations minières importantes en Amérique, y compris le grand bassin minier de Morenci en Amérique du Nord et les opérations de Cerro Verde et El Abra en Amérique du Sud, ainsi que le périmètre minier de Tenke Fungurume en République Démocratique du Congo (RDC).

Durant le second trimestre 2013, la Société a finalisé sa fusion à trois avec Plains Exploration & Production Company (NYSE: PXP) et McMoRan Exploration Co. (NYSE: MMR). Ces transactions ont permis l'ajout d'une base de ressources en pétrole et en gaz de grande qualité au portefeuille minier de Freeport-McMoRan, au niveau international, faisant d'elle la première entreprise américaine des ressources naturelles. Le portefeuille de Freeport-McMoRan en termes de ressources en pétrole et en gaz comprend des infrastructures modernes de production de pétrole en Californie, un complexe de production en pleine croissance sur les gisements onshore de Eagle Ford au Texas, d'importantes infrastructures de production ainsi qu'un potentiel de croissance dans le Deepwater Gulf du Mexique et d'importantes ressources onshore dans les réserves de gaz naturel de Haynesville en Louisiane. En outre, Freeport-McMoRan est un acteur majeur dans l'exploitation en pleine expansion du gaz en zones ultra-profondes avec un potentiel réel, situé en offshore dans les eaux peu profondes du Golf du Mexique ainsi qu'en Louisiane méridionale.

CADRE DU RAPPORT

Ce rapport Cap sur le développement durable (WTSD) de 2012 fournit aux parties concernées des informations succinctes sur nos programmes de développement durable, y compris sur les politiques arrêtées, les systèmes et les données de performance. Vous trouverez des informations supplémentaires sur notre site Web www.fcx.com, notamment des rapports thématiques spécifiques, des données sur la performance et des fiches d'information.

Les données contenues dans ce rapport présentent les opérations les plus importantes des principales filiales de Freeport-McMoRan : PT Freeport Indonésie (PTFI) et le groupe Freeport-McMoRan pour la période allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2012 (les ressources en pétrole et en gaz acquises en 2012 ne sont pas incluses dans les termes de ce rapport). Suite aux changements et corrections apportés à la méthodologie, les données de l'année précédente ont été mises à jour. La présentation et les comparaisons des données peuvent ne pas répondre aux besoins de toutes les parties concernées ; nous encourageons ainsi les utilisateurs de ces informations à envoyer leurs questions sur ce rapport au département en charge du développement durable à sustainability@fmi.com. Vos commentaires sont les bienvenus. Ils nous aideront à identifier les sujets qui vous intéressent et à améliorer la qualité des prochains rapports.

Mise en garde

Dans ce rapport figurent des déclarations prospectives dans lesquelles nous abordons des paramètres qui, selon nous, pourraient affecter nos performances à venir. Par déclaration prospective, nous entendons toute déclaration qui n'est pas un fait établi, notamment les déclarations concernant la prévision des volumes des ventes et de la production. Nous mettons en garde nos lecteurs sur le fait que nos résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats anticipés ou prévisionnels dont il est fait mention dans les déclarations prospectives. Les facteurs importants pouvant être à l'origine de cette différence de résultats sont décrits dans le rapport annuel de Freeport-McMoRan sur le formulaire 10-K pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, déposé auprès de la

Securities and Exchange Commission (organisme chargé de surveiller l'émission et la négociation des valeurs mobilières) et disponible sur notre site Web www.fcx.com.

VÉRIFICATION EXTERNE

Depuis 2005, Freeport-McMoRan a toujours cherché à ce que ses rapports sur le développement durable soient vérifiés par des experts indépendants, y compris ses données de performance, ses déclarations sur les procédures, ses réalisations et la conformité aux lignes directrices de la GRI. Dans l'ensemble de l'entreprise, nous mettons en œuvre le Cadre de développement durable du Conseil International des Mines et Métaux (CIMM) dont les 10 Principes de développement durable. La vérification externe de notre rapport WTSD de 2012 a été effectuée par Corporate Integrity, conformément à la Procédure de vérification du Cadre de développement durable du CIMM. Depuis 2009, une vérification externe au niveau du site a été menée dans toutes les opérations minières actives au moins une fois (à l'exception de notre mine de Climax dont l'exploitation a repris en 2012). Nous prévoyons de poursuivre la vérification externe au niveau du site dans toutes les exploitations importantes au moins une fois tous les trois ans, avec une plus grande fréquence de vérification pour les exploitations présentant des opportunités ou des risques de durabilité plus importants et un renforcement de l'intérêt des parties concernées. La déclaration de vérification 2012 se trouve à la page 32.

ICMM
International Council
on Mining & Metals

GLOBAL REPORTING INITIATIVE

Notre rapport est conforme aux lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI) et sa mise à jour appelée G3 (pour 3ème génération), sur la présentation des rapports pour la cinquième année consécutive et répond, pour la troisième fois, aux exigences de la version 3.0 du Supplément du Secteur Mines et Métaux. Un index du contenu de la GRI se trouve sur notre site Web. Nous avons auto-déclaré ce rapport, ainsi que le contenu référencé dans l'index du contenu de la GRI, au niveau A+ des lignes directrices de la GRI G3.



Photo de couverture:

Après nous être considérablement investis avec les parties prenantes locales, régionales et nationales, nous avons reçu en décembre 2012 l'accord de l'étude d'impact sur l'environnement et le milieu social pour une extension majeure de la mine de Cerro Verde, située non loin d'Arequipa, au Pérou. Avec les différents partenaires de la communauté, nous travaillons sur des stratégies à long terme pour améliorer l'accès à l'eau potable, illustrées par la construction récente d'une usine de traitement d'eau potable capable de desservir plus de 300 000 personnes dans la région (plus de 750 000 personnes lorsque la capacité totale sera atteinte). Nous attendons également les autorisations nécessaires pour la construction des infrastructures de traitement des eaux usées, absolument indispensables, pour la ville d'Arequipa. Non seulement ces installations amélioreront la qualité de l'eau de la région, mais aussi celle des effluents provenant de ces installations qui compléteront l'approvisionnement actuel en eau pour le projet d'extension de Cerro Verde.

ACCROÎTRE LES RESSOURCES

FREEMPORT-McMoRAN fournit des ressources qui contribuent à la croissance de l'économie mondiale. Nous explorons, extrayons et traitons des métaux dans le monde entier. Véritable infrastructure mondiale en pleine expansion, ces métaux nous sont indispensables au quotidien. Grâce à d'intéressants projets d'extension sur des sites désaffectés, notamment ceux de Cerro Verde, Morenci et Tenke Fungurume Mining (TFM), nous prévoyons que les volumes de production de cuivre dépasseront le milliard de livres d'ici 2016 pour atteindre une moyenne annuelle de 5 milliards de livres. Nous entrons dans une nouvelle ère avec l'ajout d'une base de ressources en pétrole et en gaz de grande qualité en Amérique du Nord. En soutenant ces projets sur la croissance de la production et l'accroissement des ressources, nous affichons notre volonté de nous associer avec les parties prenantes pour promouvoir le développement durable.

TABLE DES MATIÈRES

- 4** Lettre aux parties prenantes
- 6** Notre approche
- 9** Champs d'intervention pour la durabilité
- 10** Objectifs de performance

- 12** Main-d'œuvre
- 14** Sécurité et Santé au travail
- 16** Déontologie des affaires
- 18** Sécurité et Droits de l'homme
- 21** Communautés
- 26** Environnement
- 32** Déclaration d'audit



PRINCIPALES EXPLOITATIONS MINIÈRES

	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	INDONÉSIE	AFRIQUE	TOTAUX CONSOLIDÉS
RÉSERVES au 31/12/12	Cu 17,8 millions de tonnes Au 0,4 million d'onces Mo 1,2 million de tonnes	Cu 17,8 millions de tonnes Au 1,2 million d'onces Mo 320 mille tonnes	Cu 14 millions de tonnes Au 30,9 millions d'onces	Cu 3,6 millions de tonnes Co 362 mille tonnes	Cu 52,8 millions de tonnes Au 32,5 millions d'onces Mo 1,5 millions de tonnes Co 362 mille tonnes

TENKE FUNGURUME, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
GRASBERG, INDONÉSIE
RÉCAPITULATION DES CONTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES CLÉS PAR RÉGION D'OPÉRATIONS

 Pour l'exercice clos au
31 décembre 2012
 (millions de dollars)

	Amérique du Nord ^(a)	Amérique du Sud	Indonésie	Europe	Afrique	Autres pays	Total
Paiements aux fournisseurs	3 254 \$	1 613 \$	1 564 \$	1 201 \$	547 \$	19 \$	8 198 \$
Salaires et avantages sociaux pour les employés	1 231	488	844	48	113	3	2 727
Paiements aux investisseurs							
Dividendes	1 129	110	3	–	–	–	1 242
Intérêts	189	1	8	11	–	–	209
Paiements aux gouvernements ^(b)	225	905	753	12	26	–	1 921
Investissements dans les communautés ^(c)	38	6	111	–	18	–	173
Contributions économiques directes	6 066 \$	3 123 \$	3 283 \$	1 272 \$	704 \$	22 \$	14 470 \$

Remarque : Ces montants ont été extraits principalement du segment des données du Rapport public de Freeport-McMoRan. Pour une divulgation du segment des données de Freeport-McMoRan selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR), consultez les pages 171-176 de notre rapport 10-K de 2012.

(a) Comprend les résultats de la maison-mère.

(b) Ne comprend pas les taxes sur les salaires des employés, les dividendes, les taxes immobilières et autres taxes incluses dans les paiements aux fournisseurs et les dividendes. Un rapprochement avec les prévisions de paiements en espèces aux gouvernements de la page 17 est présenté sur notre site Web.

(c) Veuillez vous reporter à la page 23 de ce rapport pour une description de nos investissements dans les communautés.

Ce rapport Cap sur le développement durable de 2012, intitulé « Accroître les ressources », met en valeur les programmes de développement durable, favorisant notre profil de production en hausse et nos actifs en pleine expansion. Il présente nos performances en termes de développement durable et nos projets futurs concernant la définition des priorités pour les objectifs de notre entreprise. Les acquisitions d'actifs de pétrole et de gaz en Amérique du Nord durant le second trimestre 2013 permettent de diversifier à la fois les sites géographiques et les produits de base de notre entreprise. Nous avons toujours une vision positive à long terme du rôle important des ressources naturelles dans les économies des différents pays et nous pensons être bien positionnés pour apporter à nos parties prenantes des avantages concrets.

Avant d'aborder tout autre sujet, nous tenons à vous exprimer notre grande tristesse et combien nous avons été affectés suite à l'éboulement, en mai 2013, d'une galerie au centre souterrain de formation en système de contrôle de qualité (QMS), qui a entraîné la mort de 28 personnes et causé de graves lésions à 10 autres agents. La famille de Freeport à travers le monde entier compatit à la peine de PTFI et nos pensées et nos prières vont vers les familles et amis des victimes ainsi qu'à ceux qui ont été touchés par cette tragédie. Nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement indonésien pour l'aider à mener son enquête et avons sollicité les services des experts techniques issus de la communauté minière internationale pour nous assister dans notre enquête interne sur cet événement, afin de nous assurer que cela n'arriverait plus jamais. Nous garderons nos parties prenantes informées en publiant des mises à jour sur notre site Web, dès que nous en saurons plus sur cette tragédie.

En 2012, six personnes ont été tuées dans le cadre de leur travail. Trois d'entre elles sont décédées dans un accident d'hélicoptère, ce qui a entraîné par la suite une révision complète des mesures de sécurité de notre trafic aérien au niveau mondial. Nous poursuivons la recherche des causes profondes des incidents signalés sur nos sites d'exploitation à travers le monde et susceptibles d'entraîner la mort. Ainsi, nous réévaluons et mettons à niveau les mesures de contrôle essentielles y relatives partout où nos conclusions appellent à une amélioration.

Même si la fréquence des incidents déclarés s'est améliorée ces six dernières années et qu'elle n'a rien à envier aux statistiques de l'industrie, nous avons encore beaucoup de travail à accomplir pour réduire davantage le nombre de blessés et ne plus avoir d'accidents mortels.

Nous sommes profondément inquiets que des tirs perpétrés par des assaillants inconnus aient continué près de nos opérations de PTFI en 2012, faisant trois morts et sept blessés parmi les sous-traitants et le personnel de sécurité indonésien. Nous poursuivons notre travail sur la sécurité avec les représentants du gouvernement aux niveaux local, provincial et national, sans cesser de réclamer des enquêtes impartiales et indépendantes sur ces incidents. Cette situation exigeant le renforcement des mesures de sécurité rend d'autant plus crucial notre engagement à promouvoir et mettre en œuvre les Principes Volontaires sur la sécurité et les Droits de l'Homme dans nos activités de tous les jours. En 2013, nous prévoyons de renforcer notre programme international sur les Droits de l'Homme en réalisant une évaluation à jour des impacts sur les Droits de l'Homme, ainsi que de communiquer des attentes claires aux partenaires de la chaîne d'approvisionnement via un nouveau code de conduite des fournisseurs.

L'accès systématique à l'eau potable est un sujet prioritaire pour les parties prenantes dans les régions menacées de pénurie d'eau où nos opérations sont situées. Nous sommes conscients du risque de conflits liés aux faibles ressources en eau. Nous nous devons donc d'utiliser l'eau de manière rationnelle, aussi nous avons considérablement investi dans nos activités de gestion globale de l'eau, de telle manière que l'eau recyclée représente maintenant plus de 70 % de notre consommation totale d'eau. Nous développons également une large variété de projets d'approvisionnement en eau pour faciliter la coexistence entre l'exploitation minière, l'agriculture et le développement des communautés. Même si les frais d'exploitation et d'investissement sont considérables, ces projets apportent des avantages aux parties prenantes locales, tout en nous permettant de continuer l'exploitation existante de réserves d'une grande longévité et également d'envisager des opportunités d'extension des sites désaffectés.

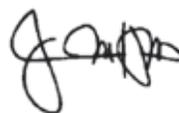
En 2012, nous avons réalisé la construction d'une usine de dessalement et d'un pipeline pour acheminer l'eau vers notre exploitation de Candelaria au Chili. Avec cette source d'eau alternative, nous avons pu nous passer de l'eau que nous pompions d'une nappe aquifère locale, nécessaire à nos opérations minières. Cela nous a permis de transférer les droits d'eau potable pour une utilisation résidentielle. Grâce à l'engagement notable des parties prenantes, notre exploitation de Cerro Verde au Pérou a reçu les permis indispensables à son extension internationale. Cette exploitation a récemment terminé la construction d'une usine de traitement d'eau potable qui desservira plus de 750 000 personnes dans la région d'Arequipa, lorsqu'elle sera à sa pleine capacité. De plus, Cerro Verde s'est engagé à financer et construire une usine municipale de traitement des eaux usées, pour laquelle nous attendons actuellement les autorisations, qui améliorerait la qualité de l'eau régionale, tout en permettant un approvisionnement supplémentaire en eau pour l'extension. En République Démocratique du Congo et en Indonésie, nous continuons d'installer des puits d'eau potable et des points de distribution pour les villages et les centres de population en plein essor près de nos sites d'exploitation.

Tout en gérant les difficultés auxquelles fait face notre site d'exploitation, nous sommes tout à fait conscients des nombreuses opportunités pouvant apporter une valeur ajoutée à nos parties prenantes. La transparence du flux de recettes provenant des minerais est importante pour le développement durable, et les rapports que nous faisons aux gouvernements sur nos paiements encouragent la gouvernance et l'obligation de justifier la distribution des recettes. Nous continuons d'investir dans des ressources éducatives mettant l'accent sur la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, ainsi que dans le développement des services de santé nécessaires. Nous souhaitons que nos communautés minières continuent de prospérer bien après que nous ayons terminé nos activités, et imaginer les résultats escomptés nous aide à orienter notre engagement social et nos décisions d'investissement. Inspirés par un engagement local solide et guidés par des critères bien définis, nous avons investi plus d'un milliard de dollars dans les communautés locales depuis 2007.

Avec les certifications indépendantes récentes obtenues pour notre mine de Climax au Colorado et notre mine TFM en République démocratique du Congo, toutes nos exploitations ont mis en place des systèmes de gestion environnementale certifiés selon la norme ISO 14001. Depuis 2008, nos exploitations n'ont subi aucune conséquence environnementale notable, ce qui satisfait donc à l'un de nos objectifs annuels les plus importants. Nous continuons à examiner les mesures en place pour éviter des événements qui pourraient avoir de graves conséquences sur l'environnement, la sécurité, les communautés, les finances ou la réputation de l'entreprise. Maintenant que nous envisageons des projets d'extension, nous considérons toujours l'étude prolongée de ces mesures comme essentielle pour nos objectifs de croissance.

Nous souhaitons remercier notre main-d'œuvre internationale dont l'engagement quotidien envers la sécurité, le travail d'équipe et la productivité est déterminant pour notre réussite dans le temps. Nous remercions également le Comité de responsabilité des entreprises du Conseil d'administration, ainsi que tous les membres du conseil et les directeurs adjoints, qui nous ont apporté surveillance et assistance dans le cadre de la promotion du développement durable réalisée par Freeport-McMoRan.

Respectueusement,



JAMES R. MOFFETT
Président du Conseil
d'administration

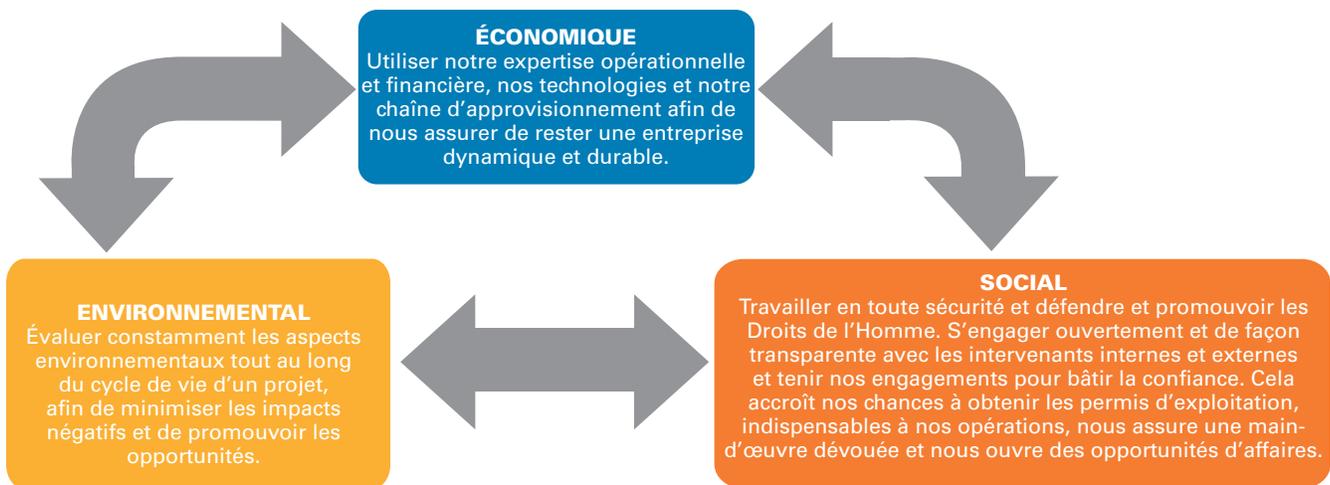


RICHARD C. ADKERSON
Président
Délégué général



le 15 juillet 2013

La nature de notre activité a un impact sur l'environnement et les communautés autour de nos opérations. Nous atténuons les effets dans la mesure du possible, par le biais de mesures de contrôle et d'assainissement à la pointe du progrès. Nous développons les infrastructures, soutenons les efforts de santé, de sécurité et d'éducation et fournissons des emplois locaux et des opportunités de développement pour les entreprises. Les métaux que nous produisons sont essentiels pour une société durable, saine et énergétiquement efficace. Pour approvisionner les générations actuelles et futures en métaux essentiels, nous sommes guidés par nos objectifs d'affaires déclarés, nos principes et nos politiques, et nous améliorons continuellement nos programmes de développement durable. Notre approche comprend trois éléments de base :



Principes de conduite des affaires

Notre approche est basée sur les valeurs fondamentales détaillées dans nos Principes de Conduite des Affaires, qui présente l'ensemble de principes que notre main-d'œuvre doit suivre dans toutes les activités, qu'il s'agisse de se conformer aux lois et d'éviter des conflits d'intérêts ou encore de développer des relations positives dans les communautés locales. En 2013, nous nous attelons à mettre à jour nos Principes de Conduite des Affaires pour davantage refléter nos valeurs et en faire la promotion, afin de communiquer clairement nos attentes et de cadrer les objectifs actuels de l'entreprise avec l'environnement d'exploitation d'aujourd'hui. Nous développons également un code de conduite pour les fournisseurs, afin de nous assurer que les mêmes valeurs et attentes sont clairement communiquées à nos partenaires de la chaîne d'approvisionnement.

Nos politiques de soutien, ainsi que les normes et initiatives externes, forment le cadre général qui guide nos programmes de développement durable. Pour soutenir ce cadre, il y a des systèmes de gouvernance et de gestion internes, qui fournissent les détails essentiels sur la manière dont nous opérons.

Comité de Responsabilité des Entreprises

Le Comité de responsabilité des entreprises (anciennement appelé Comité en charge de la politique publique) de notre Conseil d'administration est responsable de la supervision de nos programmes de développement durable, notamment des politiques et programmes liés à l'environnement, aux droits de l'homme, à la sécurité et la santé, à la santé et à

l'investissement communautaires, ainsi qu'aux relations avec les parties prenantes et le gouvernement. Avec ses statuts mis à jour, le comité examine les indicateurs clés de performance et est informé des défis et de nouveaux enjeux. En 2012, le Comité de Responsabilité des Entreprises a reçu plusieurs rapports et examiné de nombreux éléments, notamment des programmes de sécurité et de santé au travail, des programmes environnementaux, des initiatives régionales de santé, nos programmes sociaux et des droits de l'homme dans le monde entier, nos investissements communautaires, l'activité politique ainsi que les pratiques de dépense. Le Comité de Responsabilité des Entreprises rend compte à notre Conseil d'Administration, qui assure un contrôle mondial sur toutes les questions, y compris la viabilité économique de notre Société — le premier élément de notre approche du développement durable.

Équipe de responsables du développement durable

L'équipe de responsables du développement durable de Freeport-McMoRan a été créée en 2011 pour promouvoir nos engagements en matière de développement durable et pour permettre leur intégration harmonieuse dans nos activités. Cette équipe est sous le contrôle de notre vice-président exécutif et directeur général chargé de l'administration ; elle est dirigée par notre vice-président des Services environnementaux et de développement durable et comprend les présidents des divisions de l'entreprise et les cadres de la Sécurité, de la Chaîne d'approvisionnement, des Ressources humaines, des Ventes, de la Conformité, des Finances, du Développement durable et des Services environnementaux.

En 2012, l'équipe a identifié des sujets et s'est intéressée à des plans de travail pour améliorer notre performance en termes de développement durable, notamment en :

- poursuivant l'intégration des principes directeurs pour l'entreprise et les droits de l'homme dans nos politiques et programmes sur les droits de l'homme,
- développant un code de conduite pour les fournisseurs et un outil de vérification approfondie des fournisseurs,
- répondant en aval aux requêtes des clients recherchant des informations sur le développement durable,
- exploitant des conseils d'experts pour anticiper les nouveaux enjeux et informer nos parties prenantes de nos stratégies et processus d'engagement
- surveillant et répondre aux intérêts de la communauté des Investissements Socialement Responsables (ISR) et des institutions bancaires par un engagement fréquent
- Mettre à jour les objectifs de développement durable pour répondre aux défis et opportunités principaux

Engagement des parties prenantes

L'engagement des parties prenantes sur les sujets principaux de l'industrie fait partie intégrante de la façon dont nous gérons nos activités. Nous sommes convaincus qu'une communication efficace peut aider à réduire les risques liés au développement durable et créer des opportunités bénéfiques aux deux parties. Nous travaillons avec une entreprise externe spécialisée dans l'engagement des parties prenantes pour présenter avec stratégie aux parties prenantes des sujets comme la transparence des recettes, les droits de l'homme, les autochtones, les ressources en eau et le développement des communautés. Cela implique de recenser les parties prenantes par domaine et lieu géographique aux niveaux international et local. Cela nous aide à identifier les principales fondations, les ONG, les responsables des communautés et les autres groupes avec qui nous pouvons interagir et auprès de qui nous pouvons tirer des enseignements, et ce dans un intérêt commun.

Au niveau de l'entreprise, notre Département du Développement Durable et les cadres supérieurs collaborent fréquemment avec la communauté ISR et les institutions bancaires à l'occasion lors de réunions, de téléconférences et d'enquêtes. En 2012, nous avons participé à des rapports thématiques comme le Community Consent Index d'Oxfam



Des membres de notre équipe de développement communautaire (ci-dessus) entretiennent un dialogue constructif avec les membres des communautés et les organisations citoyennes au sein de la concession de TFM.

et à une comparaison des Recommandations sur l'entreprise responsable dans les régions touchées par des conflits et les régions à risque élevé, animés par les sociétés Calpers, PGGM et Robeco. Au niveau de l'exploitation, nous dirigeons des plans de développement et d'engagement communautaires sur cinq ans, qui identifient les parties concernées ou intéressées, ainsi que les méthodes d'engagement appropriées. Nos stratégies locales pour l'engagement des parties prenantes cadrent avec les risques et opportunités liés aux communautés, identifiés dans le Registre des risques du développement durable de chaque site d'exploitation. Nous nous engageons localement via des forums, notamment des réunions et des visites d'exploitation, des ateliers, des panels participatifs ou des groupes de discussion, des réunions en mairie et des enquêtes.

Audits / Évaluations / Certifications client

Afin de garantir le respect des engagements de notre politique et des objectifs que nous avons fixés pour le développement durable, nous mettons en œuvre un ensemble de programmes d'évaluations et d'audits, ainsi qu'une vérification au niveau du site du Cadre de Développement Durable du Conseil International des Mines et Métaux (CIMM). Chaque opération importante subit, au moins tous les deux ans, un audit interne en profondeur des systèmes environnementaux, de santé et de sécurité au travail. Nos opérations sont également contrôlées régulièrement par des organismes de réglementation ou des ministères des gouvernements hôtes. Les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité, ainsi que les systèmes de gestion environnementale de nos sites, reçoivent une certification indépendante, respectivement la norme OHSAS 18001 (Occupational Health and Safety Assessment Series) et la norme 14001 ISO (International Organization for Standardization). Ces systèmes englobent un suivi des actions correctives et préventives pour les résultats d'audits internes et externes. Pour améliorer notre performance, nous avons sollicité les services des experts pour évaluer notre approche concernant la vérification approfondie de la chaîne d'approvisionnement, la consommation énergétique, les évaluations des impacts sur les droits de l'homme, les réseaux miniers artisanaux et les programmes de développement communautaire.

Ces dernières années, y compris en 2012, des clients ont demandé à voir des données ou une certification sur le développement durable, pour s'assurer que nous nous conformions bien à certains principes ou normes. Quelques clients ont également réalisé des audits sur la durabilité au niveau du site de TFM. En travaillant avec ces clients, nous nous sommes rendus compte que nos propres Principes de conduite des affaires et les politiques et pratiques associées répondent à leurs attentes. Notre Département en charge du Développement Durable travaille en collaboration avec notre département des ventes pour continuer à être réactif face aux besoins de nos clients et pour identifier les domaines à améliorer dans nos propres programmes de Développement Durable. Par exemple, certains clients veulent en savoir plus sur les attentes en termes de durabilité dans notre propre chaîne d'approvisionnement, et ils sont devenus un acteur partiel du développement de notre code de conduite spécifique aux fournisseurs en 2013.

Étude de la pérennité pour le développement de projets

Notre processus d'étude de pérennité pour le développement de projets nous permet d'envisager d'un œil critique les éléments de durabilité dans les projets d'extension ou de développement minier. Le processus a pour but d'aider les équipes de projets pluridisciplinaires à identifier les risques, les conséquences involontaires, les compromis et les opportunités, pour qu'ils soient traités de façon appropriée suffisamment tôt et tout au long de chaque étape du développement de projet. Les études de la durabilité pour le développement de projets ont lieu aux étapes de cadrage, de pré-faisabilité et/ou de faisabilité des projets et le processus s'applique également aux projets d'exploration. Ce processus vient compléter notre procédure pour le Registre des Risques du Développement durable (voir ci-dessous).

En 2012, avec l'aide d'équipes de projets pluridisciplinaires, nous avons mis en place des études pour sept projets et nous intégrons désormais des réflexions sur la durabilité au début de la planification de projet. Parmi les exemples, on peut citer des stratégies pour réduire l'impact sur le milieu social pendant la phase de construction dû à un afflux de sous-traitants ou encore l'évaluation de plusieurs configurations dans les installations de traitement pour optimiser la consommation énergétique. Avec le soutien d'une entreprise de conseils, nous continuons à affiner le processus d'étude de la durabilité pour le développement de projets selon les enseignements tirés de son application sur des projets internationaux.

Registre des Risques liés au Développement Durable

Le Cadre de Développement Durable de Freeport-McMoRan est conçu pour concorder avec celui du CIMM. Ces quatre dernières années, notre cadre a évolué et chaque opération change en fonction de la maturité de sa mise en œuvre. Essentiel au cadre, notre processus de registre des risques liés au développement durable contribue à hiérarchiser les difficultés environnementales, sociales et économiques, ainsi que les opportunités, en fonction des perspectives de notre entreprise et de celles des parties prenantes. Dans le cadre de ce processus, les équipes de gestion locale plurifonctionnelle utilisent une matrice avec huit catégories de conséquences, allant des aspects communautaires ou environnementaux aux impacts sur la réputation.

Le Département en charge du Développement Durable de notre entreprise travaille avec des équipes de gestion opérationnelle pour étudier les corrélations entre les plans d'action et les systèmes de gestion et l'identification et la hiérarchisation des risques et opportunités, requises par la procédure d'opérations normalisées (Standard Operating Procedure ou SOP) du registre des risques liés au développement durable. Ainsi, en 2012 et jusqu'en 2013, le personnel du développement durable de notre entreprise a animé une formation avec les responsables PTFI pour aider le registre des risques liés au développement durable de l'opération à mettre l'accent sur les difficultés et opportunités les plus notables, ainsi que sur les liens associés aux systèmes de gestion existants. Pendant que nos opérations identifient et suivent les principales actions et étapes importantes visant à réduire les risques liés à la durabilité, ce processus améliore la prise de décision concernant la planification opérationnelle et l'allocation des ressources.



Des membres de l'équipe du registre des risques liés au développement durable de PTFI et le Département de Développement Durable de notre entreprise se rencontrent à Timika lors d'une vérification du CIMM par un tiers.

En 2012, nous avons mis à jour notre SOP du registre des risques liés au développement durable pour augmenter notre niveau de confiance selon lequel nous identifions et traitons les enjeux principaux pour notre entreprise et nos parties prenantes.

Parmi les changements du SOP, on peut citer :

- un formulaire d'évaluation simplifié avec des définitions cohérentes pour les termes liés à la durabilité,
- l'ajout d'une catégorie de la chaîne de valeur pour répondre aux difficultés ou opportunités potentielles présentées par des clients en aval, outre les fournisseurs de biens et services,
- un élément du plan de surveillance pour des événements improbables avec potentiel d'entraîner des conséquences graves,
- un format de synthèse du plan d'action documentant les actions et étapes importantes principales avec les dates d'achèvement prévues,
- une étude plurifonctionnelle d'entreprise des registres des risques liés au développement durable à partir de cinq opérations prioritaires choisies en fonction du niveau des risques liés à la durabilité, du niveau d'intérêt des parties prenantes, ainsi que de la contribution existante et prévue à la production de Freeport-McMoRan (actuellement Cerro Verde, Morenci, PTFI, Sierrita et TFM).

Les champs d'intervention pour la durabilité, identifiés via ce processus de registre des risques liés au développement durable, sont décrits sur la page adjacente et tout au long du rapport. Tandis que ces sujets sont applicables à la plupart ou à toutes nos opérations, nous présentons des opérations spécifiques pour lesquels le champ d'intervention revêt actuellement une importance particulière.

Exploitation minière artisanale	Les mineurs artisanaux illégaux (ainsi que les exploitants miniers à petite échelle) disposent d'un équipement inadapté et d'une expertise limitée si bien qu'ils ne peuvent pas mener une exploitation dans des conditions à risque. Ils sont susceptibles de créer un conflit social et des répercussions sur l'environnement, ainsi que de mettre leur propre santé et sécurité en danger. PTFI, TFM	p. 25
Biodiversité	Nous détenons, louons et gérons de grandes exploitations à travers le monde, notamment à l'intérieur et à proximité de régions très riches en termes de biodiversité. Nous gérons nos opérations de manière à identifier les impacts et, dans la mesure du possible, à mettre en œuvre des actions pour conserver et enrichir cette biodiversité (notamment des activités de remise en état). Toutes les opérations	p. 30
Engagement et développement des communautés	Nos programmes de développement économique et social répondent aux questions soulevées par les communautés, notamment par les autochtones, et nous aident à maintenir de bonnes relations et à éviter l'interruption des opérations. Néanmoins, les revendications sociales ou l'instabilité dans les zones de nos activités peuvent avoir un impact négatif sur nos opérations minières. Cerro Verde, PTFI, Sierrita, TFM	p. 21
Corruption	En tant que société minière internationale, nos affaires peuvent être affectées par des problèmes liés à la corruption. La violation des lois anti-corruption pourrait entraîner la responsabilité criminelle, d'importantes amendes et une peine d'emprisonnement. Le préjudice à la réputation résultant de la violation des lois anti-corruption peut être important. Cerro Verde, PTFI, TFM	p. 16
Gestion énergétique	L'énergie représente généralement environ 21 % de nos coûts consolidés de production de cuivre. De nouvelles exigences réglementaires ou une nouvelle législation liées aux émissions de gaz à effet de serre peuvent entraîner une augmentation du coût des matières premières et de l'énergie. Une incapacité à se procurer suffisamment d'énergie à des prix raisonnables pourrait nuire à nos bénéfices, à nos flux de trésorerie et à nos opportunités de croissance. Toutes les opérations	p. 26
Relations de travail	À compter du 31 décembre 2012, environ 50 % de notre personnel sera couvert par des conventions collectives et environ 35 % par des contrats qui expireront dans l'année. Nous entreprenons des démarches pour collaborer avec nos employés et les dirigeants syndicaux, afin de négocier avec succès des contrats de travail reconnaissant que notre entreprise peut pâtir de grèves prolongées ou de tout autre arrêt du travail sur nos exploitations. Cerro Verde, opérations au Chili, PTFI	p. 13
Santé et sécurité au travail	L'exploitation minière est un secteur où il existe des risques particuliers pour la sécurité et nous déplorons six décès survenus en 2012. Nous nous efforçons sans cesse d'éviter ces tragédies et d'améliorer la performance en matière de sécurité sur chaque opération. La protection de la sécurité, de la santé et du bien-être de notre main-d'œuvre est une valeur fondamentale. Toutes les opérations	p. 14
Sécurité et droits de l'homme	Nos opérations peuvent pâtir d'impacts découlant des risques de sécurité, notamment des limites de la logistique opérationnelle. Entre mi-2009 et début 2013, on compte 15 décès et 57 blessés suite à des tirs perpétrés par des assaillants inconnus au sein de notre zone du projet à PTFI. Nous ne tolérerons aucune atteinte aux droits de l'homme dans nos opérations et nous continuons à encourager des enquêtes exhaustives et à demander justice. Les Principes Volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme servent de principes directeurs aux programmes de sécurité de l'entreprise, aux interactions avec la police et le personnel militaire du gouvernement hôte et avec les sous-traitants privés du secteur de la sécurité. Cerro Verde, PTFI, TFM	p. 18
Gestion des stériles et des résidus miniers	La gestion du volume de stériles, de lixiviats et de résidus miniers produits lors de nos opérations minières présente des difficultés considérables sur les plans de l'environnement, de la sécurité et de l'ingénierie. Nous gérons de grands amas de lixiviats et de stériles, ainsi que des bassins de retenue des résidus miniers qui contiennent des matériaux visqueux devant être surveillés pour la stabilité de leur structure. Nos bassins de retenue des résidus miniers situés dans les régions arides doivent avoir des programmes efficaces pour supprimer les émissions de poussières fugitives. Cerro Verde, Morenci, PTFI, Sierrita, TFM	p. 29
Approvisionnement et gestion de l'eau	Pour l'extraction et le traitement du minerai, des quantités d'eau considérables sont nécessaires. Les opérations en Amérique du Nord et du Sud sont situées dans des zones où l'eau est rare et la concurrence pour un accès permanent à l'eau est rude entre les utilisateurs, y compris les communautés, l'industrie et l'agriculture. Nous avons mis en place des programmes pour utiliser l'eau de manière rationnelle et nous travaillons à des projets d'approvisionnement alternatif en eau. Des infiltrations incontrôlées de solutions du procédé d'extraction ou de sulfate peuvent également avoir un impact sur la qualité de l'eau. Certains matériaux extraits peuvent générer un drainage rocheux acide (DRA) et lorsqu'ils sont correctement traités, leur impact peut être contrôlé. Toutes les opérations	p. 28

OBJECTIFS DE PERFORMANCE

OBJECTIF	ÉTAT DES LIEUX EN 2012	DESCRIPTION DU TRAVAIL ACCOMPLI	ÉCHÉANCE
DÉONTOLOGIE DES AFFAIRES			
Former chaque année 90 % des cadres et 33 % des non cadres (par roulement) sur les Principes de conduite des affaires de Freeport-McMoRan	X	En 2012, nous avons dépassé notre objectif de formation des cadres (98 % formés), cependant nous n'avons réussi à former que 20 % des non-cadres sur toute l'entreprise, en fonction des sites géographiques présélectionnés pour le roulement. Parmi ceux sélectionnés, 92 % ont terminé la formation.	Prévu chaque année*
Publier les paiements effectués aux gouvernements hôtes provenant de toutes les opérations minières actives à l'étranger dans le cadre de la transparence des revenus et l'Initiative pour la transparence dans l'industrie extractive (ITIE)	✓	Chaque année, nous publions les documents de tous les paiements effectués à chaque pays où nous opérons (page 17). Nous soutenons également l'ITIE et participons à sa mise en œuvre en République Démocratique du Congo, en Indonésie, au Pérou et aux États-Unis.	Prévu chaque année*
Avec notre module de formation en ligne, former chaque année 90 % des employés ciblés qui interagissent ou ont le potentiel d'interagir avec les représentants du gouvernement sur les lois anti-corruption, les réglementations et les politiques et procédures de la Société	Nouvel objectif		Prévu chaque année
MAIN-D'ŒUVRE			
Augmenter le pourcentage des femmes dans nos effectifs, y compris la représentation dans les postes de direction, à 15 %	En retard	Les employées féminines représentent 9 % de notre effectif et détiennent 11 % des postes de direction, un chiffre relativement inchangé ces dernières années.	En cours
SÉCURITÉ ET SANTÉ			
Zéro accident mortel	X	Nous déplorons malheureusement six décès liés au travail en 2012.	Prévu chaque année
Atteindre une fréquence des incidents déclarés de 0,58 pour l'ensemble de la Société	✓	Notre fréquence des incidents déclarés s'améliore chaque année depuis 2007 et nous avons atteint notre objectif 2012 fixé à 0,58.	Prévu chaque année
DROITS DE L'HOMME			
Aucune violation des droits de l'homme dans nos opérations	X	En 2012, nous avons eu une accusation de violation des droits de l'homme impliquant un sous-traitant, membre de la sécurité, en République Démocratique du Congo. Même si les faits et circonstances de cet incident restent vagues et qu'une enquête est en cours par les autorités locales compétentes, dans notre désir de transparence, nous optons pour l'approche la plus prudente. C'est pourquoi nous déclarons ne pas avoir atteint cet objectif. Veuillez consulter notre rapport sur les Principes Volontaires sur notre site Web pour plus de détails sur cette accusation.	Prévu chaque année
Former tous les nouveaux employés affectés à la sécurité directement engagés par nos opérations en Indonésie et en République Démocratique du Congo sur la politique et les procédures de la Société en matière de droits de l'homme	✓	Tous les nouveaux membres de la sécurité sur nos opérations en Indonésie et en République Démocratique du Congo ont terminé la formation sur les droits de l'homme et la majorité des employés déjà affectés à la sécurité ont suivi un cours de recyclage. En 2012, les deux sites ont également formé tous les sous-traitants membres de la sécurité.	Prévu chaque année*
Mettre en place un nouveau processus d'évaluation des risques de violation des droits de l'homme et améliorer la formation dans les sites en Indonésie et en RDC en 2011 et dans d'autres sites internationaux d'ici la fin de 2012.	✓	Des évaluations des risques sur les droits de l'homme ont été réalisées sur les sites de PTFI et TFM en 2011. En 2012, une évaluation des risques sur les droits de l'homme et la sécurité a été réalisée à Cerro Verde, au Pérou, pour analyser les domaines à risques potentiels qui n'avaient pas encore été évalués. Les résultats de l'évaluation des risques orienteront le développement de la formation sur les droits de l'homme pour le personnel de sécurité en 2013.	2012

* Le signalement à venir d'un objectif n'aura pas lieu car il est planifié et exécuté comme une activité durable de l'entreprise.

OBJECTIF	ÉTAT DES LIEUX EN 2012	DESCRIPTION DU TRAVAIL ACCOMPLI	ÉCHÉANCE
COMMUNAUTÉS			
Investir (dans l'ensemble) 1 % de la moyenne des revenus des trois dernières années, comme indiqué dans les états financiers audités consolidés, dans des programmes communautaires, y compris des contributions en nature, et dans l'administration	X	En 2012, environ 173 millions de dollars ont été investis dans les programmes communautaires dans toutes nos opérations, ce qui est inférieur à notre objectif de 1 % des 183 millions de dollars. La réduction des volumes des ventes sur le site de PTFI a contribué à l'échec de l'atteinte de l'objectif, ce qui a eu des conséquences sur les contributions au Fonds de partenariat pour le développement communautaire de PTFI, et l'expiration du programme de contribution sociale bénévole du Pérou.	Prévu chaque année
Finaliser des études à travers une société indépendante en utilisant une méthodologie plus performante pour évaluer les impacts économiques directs et indirects de toutes les opérations minières au niveau local, régional et national	X	En 2013, nous avons réalisé une étude sur l'impact économique pour nos opérations au Chili. Les études sont terminées et certaines ont été régulièrement mises à jour pour toutes les autres opérations minières dont nous disposons et un récapitulatif des résultats a été communiqué aux principales parties prenantes.	2009
Élaborer des directives communautaires pour les projets d'exploration	✓	Des projets de directives communautaires pour les projets d'exploration ont été développés en 2012 et seront pilotés dans certains sites.	2011
Procéder à une évaluation globale de base de l'exploitation minière artisanale dans la zone où se trouve notre projet en Indonésie, en coopération avec les gouvernements hôtes et les parties prenantes communautaires	✓	En 2012, une étude de base par l'Université Catholique d'Atma Jaya a été réalisée dans la zone de notre projet PTFI. TFM a également lancé une étude préliminaire en 2012 qui a été réalisée au début de l'année 2013. Nous évaluons les résultats pour contribuer au développement d'une meilleure compréhension des risques et des facteurs socio-économiques associés à l'exploitation minière artisanale, ainsi que les stratégies possibles d'engagement.	2011
Mettre en œuvre au moins deux nouveaux programmes communautaires destinés à soutenir le développement de carrières des femmes	Nouvel objectif		2014
ENVIRONNEMENT			
Zéro événement environnemental important (note de trois ou plus sur le Registre des risques du développement durable)	✓	Nous n'avons pas eu d'incidents environnementaux importants. 12 cas de fuites ou d'écoulements ont dû être signalés aux services compétents, selon les règlements applicables.	Prévu chaque année
Aucune pénalité de plus de 100 000 dollars	✓	En 2012, nos opérations n'ont pas encouru de pénalités supérieures à 100 000 dollars.	Prévu chaque année
Préparer un inventaire de la biodiversité et un plan de gestion des terres pour tous les sites d'exploitation minière actifs	✓	Des inventaires de la biodiversité et des plans d'action ont été réalisés pour tous les sites d'exploitation minière actifs en 2010 et 2011. Des méthodologies pour intégrer ces informations à la planification de l'utilisation des terres ont été élaborées en 2012.	2011
Les opérations prioritaires, d'après le processus du Registre des risques en développement durable, mettront en œuvre un plan de gestion et de conservation de l'eau	X	Des modèles du bilan hydrique sont désormais utilisés dans toutes les opérations situées dans les régions marquées par des pénuries d'eau. Le développement des plans de gestion de l'eau pour gérer les enjeux et opportunités continue en 2013.	2012
Identifier et réaliser un projet substantiel de compensation carbone en Papouasie en Indonésie	Objectif supprimé	Nous finançons une étude importante sur une centrale hydro-électrique en Papouasie destinée à approvisionner en énergie renouvelable les communautés locales et les opérations de PTFI. Le projet pourrait permettre à la Société de réduire de manière considérable les émissions de gaz à effet de serre directes par la production de l'énergie à base du charbon. En outre, nous poursuivons l'extension de nos programmes de plantation de mangrove en coordination avec la communauté autochtone Kamoro.	S/O

Notre Société est un leader international dans la production du cuivre, de l'or et du molybdène. Nous travaillons sur plusieurs projets d'extension importants et nos programmes de forage d'exploration se poursuivent pour identifier les possibilités d'augmentation des réserves et d'accroissement de la production future. Comme nous augmentons notre production internationale de cuivre ces prochaines années, la capacité à atteindre nos objectifs professionnels dépendra de la réussite du recrutement et de la rétention des employés compétents. Non seulement nous proposons une rémunération et des avantages concurrentiels, mais nous cultivons également l'importance du développement personnel et professionnel. Nous proposons également aux employés une formation technique notable et des opportunités d'apprentissage du métier tout au long de leur carrière.

Recrutement local et développement de compétences

Nous nous efforçons ensemble de pourvoir tous les postes localement, car cette pratique favorise la compréhension des cultures locales et vient compléter notre engagement de longue date envers la participation et le développement communautaire. Ainsi, dans la plus grande de nos opérations, PTFI, située dans la lointaine province de Papouasie, en Indonésie, notre politique est de donner la priorité au recrutement des Papous. À la fin de l'exercice 2012, 99 % des employés de PTFI étaient Indonésiens et, parmi eux, 34 % étaient des Papous autochtones. Dans notre exploitation de TFM, 98 % de nos employés sont des citoyens congolais. Nous employons également plus de 200 Amérindiens dans nos exploitations aux États-Unis.



Karolina Rumaropen, Papoue, est diplômée de l'institut de formation Nemangkawi Mining Institute. Elle a commencé sa carrière comme apprentie et travaille actuellement comme opératrice de camion-benne au sein de l'équipe de Grasberg à PTFI.

Il est essentiel de former les employés qualifiés pour les compétences principales pour garantir la sécurité et le fonctionnement efficace de nos activités. En 2011, nous avons créé l'institut de formation Freeport-McMoRan Mine Training Institute dans le sud de l'Arizona. En tant que plateforme de notre programme de formation technique, l'institut est responsable du développement des programmes de formation sur la sécurité et travaille sur les compétences des employés chargés du fonctionnement et de la maintenance, qui représentent 80 % de nos employés des exploitations minières d'Amérique du Nord. Avant que les étudiants ne puissent prouver leur capacité à utiliser ou entretenir les machines dans l'environnement de production, ils doivent suivre une formation composée de cours théoriques et d'instruction en ligne, de cours pratiques en laboratoire, ainsi que d'une simulation mécanique et électrique à la pointe de la technologie.

COMPOSITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

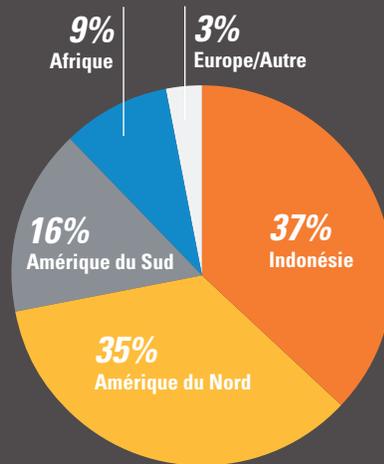
En milliers de travailleurs au 31 décembre



L'augmentation des sous-traitants dans notre main-d'œuvre ces dernières années peut être attribuée aux projets d'extension sur des sites désaffectés, ainsi qu'aux travaux associés au développement des exploitations minières souterraines à PTFI.

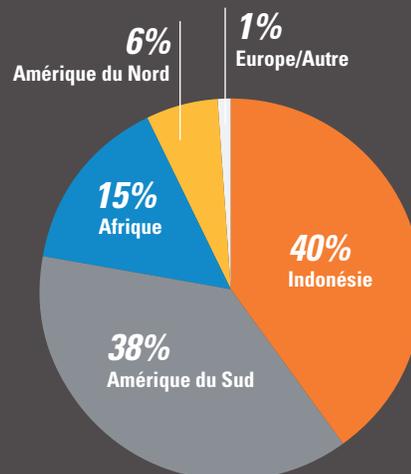
EMPLOYÉS

Environ 34 000 au 31 décembre 2012



SOUS-TRAITANTS

Environ 27 100 au 31 décembre 2012



Nous avons également élaboré des programmes régionaux de formation technique qui préparent les membres des communautés locales aux métiers en relation avec l'exploitation minière, même si les apprentis n'ont aucune obligation de rejoindre notre Société. Notre institut Nemangkawi Mining Institute, situé en Papouasie, en Indonésie, a également eu du succès en 2012, ayant placé à ce jour plus de 2 100 apprentis à des postes permanents à PTFI, dont 90 % sont des Papous.

En 2012, nous avons lancé un programme de formation technique avec la tribu apache de San Carlos en Arizona, dont le taux de chômage frise les 70 %. Notre objectif est de former jusqu'à 200 Apaches chaque année. Ce programme, le premier du genre entre Freeport-McMoRan et une tribu d'Amérique du Nord, a pour objectif de former les membres d'une tribu au maniement d'un équipement lourd et à la maintenance industrielle, dans le but d'augmenter les opportunités d'embauche. Ce partenariat très réussi sera utilisé comme modèle dans la collaboration avec les autres nations tribales.

Notre exploitation de TFM, en République Démocratique du Congo, s'efforce de développer la main-d'œuvre locale. Elle a développé un programme de formation de la communauté à la soudure et à la mécanique, un programme de recrutement d'étudiants provenant d'universités locales et de lycées d'enseignement technique et l'octroi de bourses pour les étudiants. Notre programme de formation pour les opérateurs de camions-bennes, dans notre exploitation de Candelaria au Chili, est un autre exemple des efforts que nous faisons pour améliorer la compétitivité des membres des communautés locales en termes d'emploi. En 2012, 82 participants ont été diplômés de ce programme et 35 ont été embauchés par notre exploitation.

Notre équipe en charge du développement de l'apprentissage et du leadership propose des cours à nos employés à travers le monde, afin de se conformer aux compétences et attentes de leadership de Freeport-McMoRan. Le sujet inclut la compréhension de principaux facteurs opérationnels et l'essentiel des affaires, le développement de stratégies pour devenir un spécialiste en communication influent et un expert en développement du leadership. Des projets d'exploration à la remise en état, ces nombreux cours de formation professionnels et techniques garantissent la formation d'une main-d'œuvre motivée et très compétente pour aider notre Société à atteindre son potentiel.

Diversité

Nous opérons dans des pays où les populations ont des origines ethniques, religieuses et culturelles diverses et, généralement, nous sommes le plus grand employeur pour les communautés locales. La diversité des antécédents et des perspectives de nos employés est un atout.

Les femmes sont traditionnellement sous-représentées dans le secteur minier et nous continuons à rechercher les moyens de recruter des femmes et de favoriser leur développement de carrière dans notre Société. Plusieurs employées féminines occupent des postes de direction importants au sein de notre organisation, notamment notre Directrice Financière. Le pourcentage de femmes représentées dans notre Société varie selon la géographie, entre 16 %, le plus élevé, en Amérique du Nord et 4 %, le plus bas, en Indonésie et en RDC. Au total, les employées féminines représentent 9 % de notre main-d'œuvre mondiale, ce qui est inférieur à notre objectif de 15 %.



En 2012, l'institut de formation Freeport-McMoRan Mine Training Institute a initié un partenariat avec la tribu apache de San Carlos, afin de renforcer les compétences techniques des étudiants, ainsi que leurs opportunités d'embauche. Le programme contribue à développer une main-d'œuvre qualifiée pour renforcer l'exploitation minière en Arizona.

En 2013, nous poursuivons également notre participation ciblée à des événements et des salons de recrutement, afin d'améliorer la diversité de notre réserve de candidats et de nos embauches futures. Nous continuons à investir dans des projets pour le développement des carrières des femmes, augmentant les opportunités de ce segment sous-représenté de la population, ce qui améliorera les communautés avec lesquelles nous travaillons.

Relations de travail

Notre effectif a augmenté pour atteindre environ 34 000 employés et 27 100 sous-traitants à la fin de l'année 2012. Environ 50 % de notre main-d'œuvre est couverte par des conventions collectives et près de 35 % par des contrats qui expireront dans l'année. Nous travaillons en collaboration avec 21 syndicats dans le monde entier et le plus grand nombre d'employés représentés par un syndicat sont dans nos exploitations d'Indonésie, de la République Démocratique du Congo, du Chili et du Pérou. Notre politique consiste à assurer un traitement et des conditions de travail équitables à tous les employés, notamment le droit à la liberté d'association et à la négociation collective. Les employés ont le droit d'exercer leur liberté d'association dans toutes nos opérations.

En 2011, PTFI a été affectée par des interruptions de travail, notamment un arrêt de travail de huit jours en juillet 2011 et une grève d'environ trois mois qui s'est terminée en décembre 2011. Lors de cette grève, on a assisté à des troubles civils, à la cessation des livraisons, au sabotage des installations importantes de l'exploitation et des actes de violence. Au premier trimestre 2012, PTFI a encore connu d'autres interruptions de travail liées à ses efforts pour reprendre le cours normal de l'exploitation et une suspension temporaire des opérations. L'exploitation et la productivité du site PTFI se sont améliorées courant 2012.

SANTÉ ET SÉCURITÉ
AU TRAVAIL
EN SOLIDARITÉ AVEC
NOTRE FAMILLE DE PTFI

En mai 2013, l'éboulement d'une galerie au centre de formation QMS souterrain à PTFI a fait 28 morts et 10 blessés graves parmi nos ouvriers. Cet incident sans précédent fait l'objet d'une enquête approfondie par PTFI, des experts internationaux, le Département Indonésien de l'Énergie et des Ressources Minérales et d'autres autorités gouvernementales avec l'entière coopération de PTFI. Cette tragédie a bouleversé et endeuillé la Direction et les employés de PTFI, la communauté locale, la province de Papouasie et la population d'Indonésie, la communauté minière internationale, ainsi que toute la famille internationale de Freeport-McMoRan. Nous garderons nos parties prenantes informées en publiant des mises à jour sur notre site Web, dès que nous en saurons plus sur ce désastre.

La sécurité est la première des priorités dans toutes les exploitations de Freeport-McMoRan. Notre philosophie de « production sûre » est mise en évidence par l'intégration de mesures de sécurité dans tous les aspects de nos activités opérationnelles. Malgré une autre année pendant laquelle notre fréquence des incidents déclarés s'est améliorée, nous avons déploré six décès sur le lieu de travail en 2012.

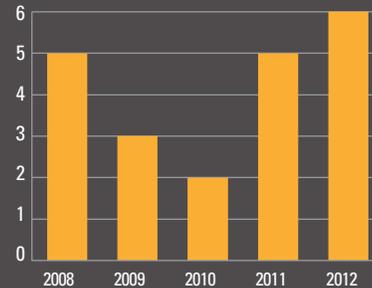
La sécurité au travail relève de la gestion hiérarchique directe et va de haut en bas ; elle est mise en œuvre par une structure formelle qui commence par notre Politique en matière de sécurité au travail et santé. Notre Conseil d'Administration exige ces audits complets pour s'assurer que le système de gestion de la sécurité au travail est efficace, que les failles sont identifiées et que les ressources sont mises en place pour atteindre les objectifs de la politique de l'entreprise. Des audits indépendants sur la santé et la sécurité sont réalisés sur tous les sites, conformément au protocole d'audit sur la santé et la sécurité de Freeport-McMoRan, sur un cycle de deux ans, dont 13 audits en 2012. Ces audits indépendants sont complétés par des audits et des inspections continus sur la sécurité interne, portant sur les risques spécifiques ou sur les exploitations ne satisfaisant pas aux critères de sécurité.

Basé sur la norme OHSAS 18001, notre système de gestion de la santé et de la sécurité constitue un cadre pour gérer les risques et les obligations de conformité. Avec l'accréditation du système de gestion de la santé et de la sécurité de TFM en 2012, tous nos sites d'exploitation ont obtenu la certification OHSAS 18001.

Nous ne faisons aucune distinction entre les sous-traitants et nos propres employés en ce qui concerne l'établissement de rapports sur la performance en matière de santé et de sécurité. En 2012, nous avons amélioré notre fréquence d'incidents déclarés pour la sixième année consécutive et nous avons atteint l'objectif de performance de 0,58 pour la fréquence des incidents déclarés sur toute l'entreprise. Nous avons travaillé 169 millions d'heures en 2012, par rapport à 147 millions en 2011 et nous avons enregistré un total de 487 blessés déclarés en 2012, par rapport à 452 en 2011. Notre performance en matière de fréquence d'incidents déclarés de 2012 soutient la comparaison avec la moyenne industrielle 2012 du secteur Mine et métaux qui est de 2,21, comme le rapporte l'organisme américain Mine Safety and Health Administration.

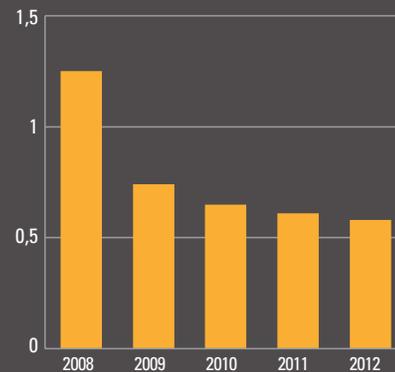
ACCIDENTS DU TRAVAIL MORTELS

(y compris les sous-traitants)



FRÉQUENCE TOTALE DES INCIDENTS DÉCLARÉS

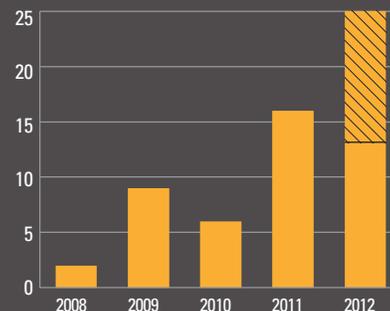
(y compris les sous-traitants)



TRIR = [(Accidents mortels + Incidents avec arrêt du travail + Incidents avec restriction des activités + Traitement médical) * 200 000] / Heures totales travaillées

CAS DE MALADIES PROFESSIONNELLES

(y compris les sous-traitants)



12 cas faisaient état d'irritation de la peau sur le site d'exploitation de Miami le même jour.

Prévention des accidents mortels

L'accent que nous mettons en permanence sur la prévention des accidents mortels fait partie intégrante de beaucoup de nos activités et c'est avec regret que nous comptons six décès en 2012. Voici une brève description de chaque incident :

PTFI - un accident avec un véhicule léger est survenu sur une route minière, entraînant un décès.

PTFI - une équipe qui utilisait un marteau perforateur monté sur béquille pour installer des boulons de fixation supplémentaires au toit a provoqué la chute d'un amas de roches important, tuant un employé.

TFM - un camion-grue à flèche articulée, conduit par un superviseur sur une route minière, s'est déporté et a percuté un piéton qui marchait au bord de la route, le tuant sur le coup.

Exploration (près du site d'exploitation PTFI) - l'hélicoptère d'un sous-traitant (Airfast), avec à bord un pilote et deux passagers, n'est pas arrivé à destination. Des fouilles ont révélé que l'hélicoptère s'était écrasé sur un versant escarpé d'une montagne. Les trois occupants ont succombé à leurs blessures.

Une analyse profonde des causes a été réalisée pour chacun de ces événements et des actions correctives et des améliorations du système ont été mises en place pour réduire la probabilité de récurrence.



Suite aux incidents aériens en Indonésie, une analyse de toutes les activités liées à la sécurité aérienne a été réalisée. L'analyse a d'abord été faite, en Indonésie, sur des hélicoptères à voilures tournantes. La seconde phase consistera en la vérification des activités aériennes liées à nos hélicoptères à ailes fixes, puis en l'analyse des activités, des pratiques et des politiques aériennes de Freeport-McMoRan au niveau mondial.



Tous les sites d'exploitation de Freeport-McMoRan ont obtenu la certification OHSAS 18001. (Ci-dessus, l'exploitation d'El Abra près de Calama, au Chili.)

Nous continuons à affiner et améliorer drastiquement les différents aspects de notre Initiative de prévention des accidents mortels, qui met l'accent sur l'identification et la gestion des risques d'accidents potentiellement mortels. Un élément clé de cette initiative est la communication au niveau de l'entreprise des avis de sécurité sur les événements potentiellement mortels (PFE), qui décrivent en détail les incidents survenus et qui auraient pu entraîner des accidents mortels. Chaque événement potentiellement mortel est traité comme si un accident mortel réel survenait et une analyse complète des causes premières est nécessaire. Une fois chaque analyse des causes profondes faite, un avis de suivi d'un événement potentiellement mortel est distribué sur nos sites, permettant d'identifier les facteurs causaux de l'incident et les recommandations des actions préventives.

Santé au travail

Les sites d'exploitation de Freeport-McMoRan disposent d'un programme complet sur la santé au travail, permettant d'évaluer le risque d'exposition aux dangers liés à la santé au travail et de mettre en place des mesures adaptées pour la main-d'œuvre. Il y a eu 25 cas de maladies professionnelles en 2012. L'augmentation du nombre de cas par rapport à 2011 est en partie attribuable aux 12 ouvriers ayant signalé le même jour une irritation de la peau à l'usine d'acide sulfurique de Miami. Hormis un incident déclaré concernant le déplacement du seuil de l'audition lors d'un examen audiométrique, tous ces cas ont été transitoires et ont été traités comme des cas d'urgence. Chaque incident a fait l'objet d'une procédure d'analyse de la sécurité du travail par des spécialistes de la santé et de la sécurité pour mieux définir et promouvoir la reconnaissance des risques et mettre en œuvre des contrôles pour empêcher qu'ils se reproduisent, le cas échéant.

Freeport-McMoRan s'engage au plus haut niveau de respect de la déontologie et du droit. Nos Principes de conduite des affaires sont un engagement envers l'intégrité et définissent le comportement attendu de tous les employés et de notre Conseil d'administration. Nous réalisons une formation complète sur nos Principes de conduite des affaires, dont la certification annuelle des cadres (98 % formés en 2012). Ce processus consiste en une formation assistée par ordinateur, ainsi qu'une attestation que l'employé comprend les Principes de conduite des affaires et ne connaît l'existence d'aucun problème de non-conformité. La formation sur les Principes de conduite des affaires est également dispensée chaque année à environ un tiers des employés non cadres sur la base d'un roulement par site géographique. Étant donné les sites programmés pour 2012, seuls 20 % des employés non-cadres ont été sélectionnés pour la formation. Parmi ces employés sélectionnés, 92 % ont terminé leur formation. D'ici la fin 2013, nous programmons de finir notre roulement de trois ans sur tous les sites. Cette formation est également obligatoire pour tous les nouveaux employés.

Lutte contre la corruption

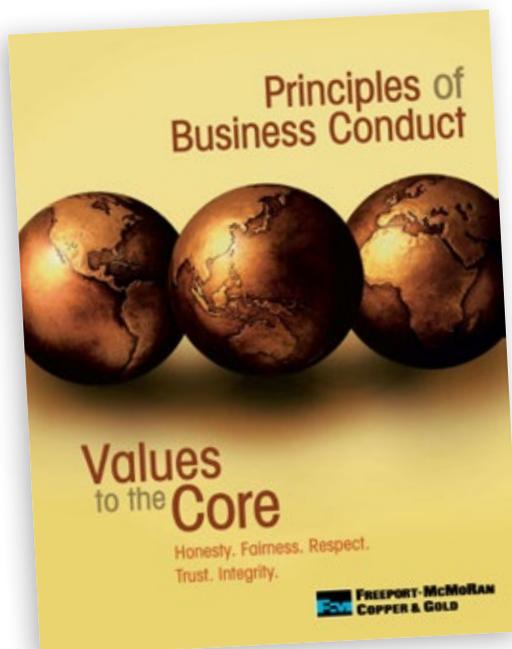
La corruption est parfois très répandue dans les cultures et les systèmes gouvernementaux locaux dans les régions où nous opérons, particulièrement dans les pays en développement. Nous ne tolérons pas l'offre ou les versements de pots-de-vin, les commissions, ou autres paiements semblables à une personne ou organisation, ou à une autorité gouvernementale, pour obtenir des avantages pour notre entreprise. De même, nous n'acceptons pas ces paiements. Notre politique de lutte contre la corruption et ses lignes directrices nous aident à assurer la conformité à l'U.S. Foreign Corrupt Practices Act (la loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger) de 1977 et autres lois anti-corruption pertinentes, y compris les lois locales.

Au cours du dernier trimestre 2012, la Société a mis à jour ses politiques et principes directeurs de lutte contre la corruption au niveau de l'entreprise. Même si le fond du message n'a pas changé, la mise à jour de la politique et des principes directeurs apporte des détails supplémentaires à nos employés, et ce dans un format facile à lire.

En 2012, la Société a également développé et mis en œuvre un nouveau module de formation en ligne axé sur la loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger, ainsi que sur les autres lois anti-corruption. Le module de formation a été créé pour les employés qui sont en contact régulier avec des représentants du gouvernement. Grâce à l'utilisation de ce nouvel outil, nous avons pu fournir une formation ciblée à plus de 1 850 employés dans les exploitations du monde entier. La formation en ligne n'a pas

pour vocation de remplacer nos programmes de formation théorique existants. Au contraire, elle a été développée pour compléter les systèmes existants et étendre la portée des efforts globaux de la Société pour atteindre la conformité. Par la suite, nous élargirons notre processus de sélection de la formation pour inclure des employés supplémentaires issus de principaux départements et des groupes de cadres qui peuvent être en contact avec des représentants du gouvernement, ainsi qu'avec des fonctions d'appui. Cette approche augmentera le nombre d'employés sélectionnés pour la formation et permettra un processus de sélection automatisé plus cohérent.

En 2012, nous avons dispensé une formation théorique en personne à TFM pour les départements principaux, dont les Relations avec le gouvernement, le Service de voyage aérien, l'Immigration et la Logistique. La formation a également été dispensée dans les fonctions d'appui, notamment les Départements Juridique, des Ressources humaines et de la Comptabilité, ainsi qu'auprès de la haute direction, responsables des procédures d'approbation et des contrôles internes. En outre, plusieurs cours ont été organisés pour les sous-traitants de TFM. Cette formation de lutte contre la corruption à TFM a touché plus de 165 employés et sous-traitants. La Société a également organisé une formation similaire à PTFI en 2012, avec plus de 100 employés et sous-traitants. Une formation individualisée sur la lutte contre la corruption a également été dispensée pour l'équipe de direction de Climax Molybdenum et l'équipe de la direction internationale de notre groupe d'exploration.



Informations et rapports

Freeport-McMoRan maintient le Service de conformité pour fournir des conseils et une assistance à sa main-d'œuvre pour toute question ou préoccupation relative à nos Principes de conduite des affaires. Pour encourager nos employés à signaler toute infraction potentielle à notre conduite des affaires, nous offrons également une possibilité de signalement anonyme par le biais de notre système de conformité. En 2012, 405 rapports ont été présentés par le Service de conformité de Freeport-McMoRan, relatifs à divers sujets tels que le comportement des employés sur le lieu de travail, l'environnement, la santé et la sécurité, la protection des actifs de la Société et les conflits d'intérêts. Tous les rapports donnent lieu à une enquête et, si corroborés, des mesures disciplinaires sont prises, pouvant aller jusqu'à la cessation de la relation de travail.

Transparence dans les paiements aux gouvernements

En 2008, nous avons souscrit et appuyons l'Initiative de transparence dans l'industrie extractive (ITIE), qui est un engagement pour les gouvernements à divulguer les recettes et pour les entreprises pétrolières, gazières et minières à publier les paiements des ressources naturelles effectués aux gouvernements, afin d'obtenir une gouvernance et une obligation de justification responsables. Un cadre supérieur de Freeport-McMoRan est membre du Conseil d'administration international de l'ITIE et d'autres employés participent directement au soutien des processus de l'ITIE décrits ci-dessous.



Comme la République Démocratique du Congo et l'Indonésie sont des pays candidats à l'ITIE, nos exploitations de TFM et PTFI participent directement et soutiennent la mise en œuvre du plan de travail de chaque pays. Notre exploitation de Cerro Verde participe et soutient la mise en œuvre de l'ITIE au Pérou, qui est devenu un pays conforme en 2012. Les États-Unis ont déclaré qu'ils mettraient en œuvre l'ITIE et Freeport-McMoRan soutient le processus du développement du plan de travail entrepris par le groupe composé de plusieurs parties prenantes.

Nos paiements aux gouvernements hôtes à travers les taxes, redevances et autres obligations sont une contribution importante au développement national, régional et local. Nous pensons qu'une transparence renforcée des recettes des minerais est un mécanisme important pour promouvoir une meilleure gouvernance et une obligation de justification sur la distribution des recettes des minerais. En plus de nos engagements dans le cadre de l'ITIE au niveau du pays, nous communiquons les paiements en espèces effectués aux gouvernements dans tous les pays où nous exerçons nos activités, comme présenté dans le tableau ci-dessous.

Nos paiements aux gouvernements hôtes à travers les taxes, redevances et autres obligations sont une contribution importante au développement national, régional et local. Nous pensons qu'une transparence renforcée des recettes des minerais est un mécanisme important pour promouvoir une meilleure gouvernance et une obligation de justification sur la distribution des recettes des minerais.

PAIEMENTS 2012 EN ESPÈCES EFFECTUÉS AUX GOUVERNEMENTS ^(a)

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 (millions de dollars)	États-Unis	Chili	Pérou	Indonésie	RDC	Autres ^(b) pays	Total
Impôt sur le revenu de l'entreprise, net de remboursement	189 \$	302 \$	464 \$	677 \$	2 \$	12 \$	1 646 \$
Retenue d'impôts sur les dividendes étrangers	–	46	–	–	–	–	46
Taxes déduites sur les salaires des employés	310	25	55	76	39	25	530
Dividendes	–	–	–	–	–	–	–
Redevances et taxes de séparation	36	77	–	76	24	–	213
Impôt foncier	82	1	–	10	–	2	95
Autres taxes et frais	52	25	88	150	136	3	454
Total	669 \$	476 \$	607 \$	989 \$	201 \$	42 \$	2 984 \$

(a) Ce barème traduit l'effort de Freeport-McMoRan pour documenter ses paiements en espèces importants aux gouvernements (déduction faite des remboursements)

(b) Représente les paiements en espèces aux gouvernements par les autres filiales de Freeport-McMoRan qui se trouvent en dehors des pays où Freeport-McMoRan détient des activités minières

Freeport-McMoRan ne tolère pas les violations des droits de l'homme. Notre politique en matière des droits de l'homme exige que la Société et nos sous-traitants conduisent leurs affaires d'une manière compatible avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, que nous éduquions et formions nos employés et que nous protégeons tout employé qui rapporte des violations présumées. Nous avons établi des politiques et des procédures de droits de l'homme spécifiques au site et conformes à la politique en matière de droits de l'homme de Freeport-McMoRan, aux lois et règlements du pays et aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (Principes volontaires).



Nos responsables en charge de la conformité aux droits de l'homme au niveau du site surveillent la conformité et la formation, ainsi que les mécanismes de présentation des rapports, de documentation et de suivi des griefs pour toutes les allégations en matière de droits de l'homme qui sont signalées dans les zones où nous opérons.

Mise à jour du programme des droits de l'homme

Après avoir rejoint un groupe volontaire d'entreprises pour développer un ensemble d'indicateurs clés de performance (ICP) sur la mise en œuvre des Principes volontaires en 2011, nous avons introduit les ICP sur les sites d'exploitation de PTFI et TFM comme outil d'auto-évaluation en 2012. Nous avons ensuite chargé notre prestataire de vérification du Cadre de développement durable du CIMM de l'analyse des ICP et des résultats de l'auto-évaluation. Dans le contexte de nos exploitations, nous avons conclu ensemble que les ICP pourraient être utilisés pour mesurer la maturité des systèmes et de l'application des Principes volontaires du site. Cependant, comme l'outil était toujours en phase de développement, une révision supplémentaire des ICP serait nécessaire pour s'assurer qu'ils constituent des méthodes de mesure efficaces. En 2012, nous avons également continué la mise en œuvre de notre processus d'étude de la durabilité pour le développement de projets, animé par un tiers, pour les projets de développement ou d'extension. L'étude comprend une évaluation des risques et des opportunités associés au projet, dont la sécurité et les droits de l'homme.

Depuis 2010, nous avons engagé un consultant pour nous aider à améliorer nos outils d'évaluation des risques pour la sécurité et les droits de l'homme, en dispensant une formation sur la réalisation d'évaluations des risques sur les droits de l'homme et la sécurité. En 2012, une formation sur le processus d'évaluation des risques a été dispensée dans notre site minier de Cerro Verde, au Pérou, en se servant des outils de guide de la mise en œuvre des Principes volontaires comme référence. Des évaluations des risques liés aux Principes volontaires ont également été réalisées dans nos exploitations minières d'Indonésie et de la République Démocratique du Congo par le personnel venant de recevoir la formation.

En 2012, nous avons également commencé une analyse globale sur la façon d'intégrer, le cas échéant, les principes directeurs des Nations-Unies sur les droits des affaires et droits de l'homme à notre politique et nos programmes existants sur les droits de l'homme. Dans le cadre de cette initiative, nous avons rejoint le groupe de travail pluri-industriel sur les droits de l'homme de l'entreprise Business for Social Responsibility (BSR) pour en apprendre plus auprès des entreprises paires sur l'intégration de la vérification approfondie des droits de l'homme dans les pratiques des affaires, ainsi que des méthodes pour améliorer la formation de la main-d'œuvre et des parties prenantes sur les droits de l'homme. Nous avons également engagé une société de conseil internationale pour développer un outil personnalisé pour la vérification approfondie de la chaîne d'approvisionnement basée sur les risques, qui englobera les informations collectées sur les droits de l'homme. L'objectif de ces initiatives est d'être davantage perfectionné et informé grâce à une évaluation de l'impact des risques sur les droits de l'homme à l'échelle de l'entreprise qui sera réalisée avec l'aide d'un expert en 2013.

En 2012, nous avons travaillé avec la communauté ISR (Investissement socialement responsable) sur les droits de l'homme, notamment sur la sécurité des sites PTFI et TFM, l'intégration des principes directeurs des Nations-Unies sur les droits des affaires et droits de l'homme et notre mise en œuvre des Principes volontaires. Ces engagements au niveau de l'entreprise, environ 30 au total en 2012, se traduisent par des réunions d'informations avec les investisseurs, des demandes d'informations écrites et une collaboration sur des projets. Selon nous, ce dialogue ainsi que la collaboration des parties prenantes locales, nationales et régionales sont utiles à la progression de nos programmes.

Sécurité

Les risques de sécurité près de nos exploitations de PTFI en Papouasie, en Indonésie, sont dus à la pauvreté, à l'immigration, à une éducation insuffisante, aux activistes séparatistes et aux militants de la région, à la présence d'orpailleurs illégaux sur la zone du projet, ainsi qu'à des tensions sociales, politiques et ethniques au sein de la communauté locale et dans les autres régions de la province.

PTFI emploie environ 750 agents de sécurité non armés et 325 agents sous-traitants en matière de sécurité non armés également, ainsi que des sous-traitants en transport/logistique qui remplissent diverses fonctions, comme la protection des installations, la surveillance des expéditions de matériels et de produits, la participation au contrôle de la circulation et l'aide en cas d'urgence sur l'exploitation. Le district minier de Grasberg a été désigné par le gouvernement indonésien comme un des biens nationaux viraux de l'Indonésie. Cette désignation se traduit par le fait que la police et, dans une moindre mesure, l'armée jouent un rôle important dans la protection de la zone de nos opérations. Le gouvernement indonésien est responsable de l'embauche des policiers et des militaires et dirige leurs opérations. La part de PTFI dans la participation aux dépenses pour la sécurité fournie par le gouvernement s'est élevée à 22 millions de dollars en 2012. Cette assistance supplémentaire consiste en une infrastructure et d'autres coûts, tels que la nourriture, le logement, le carburant, les déplacements, la réparation de véhicules, les indemnités pour couvrir les frais accessoires et les coûts administratifs, ainsi que les programmes d'aide à la communauté menés par l'armée et la police.

En 2009, une série de tirs perpétrés par des assaillants non-identifiés visant le personnel de la Société, les sous-traitants et le personnel de sécurité du gouvernement hôte ont eu lieu au sein de la zone où se trouve le projet PTFI, principalement le long de notre route d'accès et sur la levée est. Entre juillet 2009 et début 2013, les fusillades dans notre zone de projet ont fait 15 morts et 57 blessés. En 2012, ces incidents ont fait trois morts et sept blessés parmi les sous-traitants et le personnel de sécurité indonésien. En retour, la Société a renforcé ses mesures de sécurité, à la fois pour le personnel et le transport des matériaux. À ce jour, aucun individu ni groupe n'a revendiqué ces incidents et la Société continue de tout faire pour obtenir justice et pour qu'une enquête exhaustive soit menée.

PTFI poursuit sa collaboration avec les employés et leurs familles sur la situation en termes de sécurité. En 2012, la Société a mis en place une ligne d'assistance et un site Web pour signaler anonymement les incidents liés à la sécurité pour les employés et leurs familles. PTFI ne tolère aucune représailles contre quiconque qui signale, en toute bonne foi, un incident de sécurité ou une accusation de violation des droits de l'homme et il est nécessaire de résoudre le problème que représente la peur des représailles.



PTFI a renforcé ses mesures de sécurité à la fois pour le personnel et le transport de matériaux à destination et en provenance des sites d'exploitation minière, y compris les convois.

À ce jour, aucun individu ni groupe n'a revendiqué ces incidents et la Société continue de tout faire pour obtenir justice et pour qu'une enquête exhaustive soit menée.

En République Démocratique du Congo, même si TFM est éloigné des zones de conflit dans les régions de l'est et de nord-est du pays, il fait face à un certain nombre de risques liés à la sécurité et au milieu social, comme ceux représentés par les mineurs artisanaux illégaux sur la concession de TFM, ainsi qu'un afflux rapide de migrants en quête d'opportunités économiques. Il y a eu des conflits entre les groupes de rébellion armés (parfois appelés « Mai Mai ») et les forces de sécurité du gouvernement dans la province du Katanga, faisant des morts et des blessés. Les opérations de TFM n'ont pas été touchées par cette activité qui nous a été signalée, et elles n'ont pas non plus modifié les plans opérationnels ou des futures extensions. TFM et les autorités locales continuent de travailler ensemble, notamment par des réunions mensuelles sur la sécurité, pour régler de manière proactive les troubles civils potentiels.

TFM emploie environ 370 employés de sécurité non armés et 300 membres sous-traitants en matière de sécurité non armés. Outre ce personnel de sécurité, le gouvernement national a affecté environ une centaine de membres de la Police des mines à la zone de concession de TFM. La Police des mines est une division de la Police nationale congolaise et est responsable du maintien de la sécurité dans les concessions minières partout en RDC. TFM fournit la nourriture, le logement, des allocations monétaires et le soutien logistique, en plus de paiements directs au gouvernement en échange des forces de sécurité affectées à la zone de concession. Le coût total de ce soutien pour TFM, y compris du soutien en nature, s'est élevé à moins d'un million de dollars en 2012.

L'apport d'un soutien est cohérent avec nos obligations figurant dans nos contrats avec les gouvernements respectifs, notre philosophie de citoyenneté d'entreprise responsable et nos Principes volontaires. Nous étudions régulièrement nos mesures de soutien pour nous assurer qu'elles sont appropriées, légales et correctement contrôlées.

Mécanismes de signalement et d'engagement

En 2012, 19 accusations de violation des droits de l'homme ont été communiquées au responsable de la conformité aux droits de l'homme de PTFI. Ces cas n'incluaient aucune allégation de violations des droits de l'homme commise par le personnel de PTFI ou les sous-traitants contre des membres de la communauté, mais il y a eu un certain nombre d'accusations contre ou parmi nos employés. Six de ces accusations étaient liées aux ressources humaines, deux au harcèlement, deux à l'intimidation et deux cas criminels. Sept cas concernaient également des problèmes domestiques. Ces cas ont été enregistrés, analysés et le responsable de la conformité a informé les conjoints de leurs droits à demander de l'aide auprès de la police et du système judiciaire indonésien. Même si aucun de ces conflits domestiques n'était lié aux ressources humaines, les cas illustrent le fait que le système de doléances des droits de l'homme est connu, non seulement par les employés et les sous-traitants, mais également par leurs familles et autres personnes se trouvant dans la zone du projet.

PTFI a continué de participer activement aux activités de Principes Volontaires au niveau du pays en 2012, comme la participation à des tables rondes animées par le Centre indonésien de déontologie. En 2012, PTFI a organisé également un certain nombre d'activités de promotion des droits de l'homme pour la Journée des droits de l'homme, notamment une campagne de communication pour enrayer la violence, la discrimination et le harcèlement. Au niveau local, PTFI a collaboré avec les responsables des communautés, les organisations partenaires et les autorités locales pour la mise en œuvre des Principes volontaires, en organisant des réunions avec des groupes communautaires et en dirigeant une session de formation sur le programme des Principes volontaires et des Droits de l'homme de PTFI.

En 2012, 12 accusations de violation des droits de l'homme ont été communiquées et enregistrées auprès du responsable de la conformité aux droits de l'homme de TFM. Sur le nombre total de cas signalés, cinq concernaient des agressions physiques, quatre des cas de harcèlement verbal/sexuel, un concernait un crime, un autre un cas d'intimidation et un dernier concernait le logement. Tous ces cas ont été documentés, étudiés et classés, ou sont suivis par le responsable de conformité aux droits de l'homme de TFM ou ils font l'objet d'une enquête par les autorités gouvernementales.

L'un des cas d'agression était lié à un incident de sécurité impliquant un sous-traitant de TFM, membre de la sécurité, qui avait appréhendé un individu non autorisé se trouvant dans une zone restreinte de la propriété de la Société. Après avoir été emmené dans les locaux de la sécurité de TFM, l'individu s'est plaint de blessures et a été transféré vers la clinique du site pour des soins médicaux. Plus tard, il fut transféré vers un hôpital pour une intervention chirurgicale. Bien que l'opération fût déclarée réussie dans un premier temps, l'individu décéda 24 heures après. Le personnel de sécurité sous-traitant impliqué dans l'incident a été retiré de son poste à TFM. L'incident fait actuellement l'objet d'une enquête par les autorités gouvernementales.

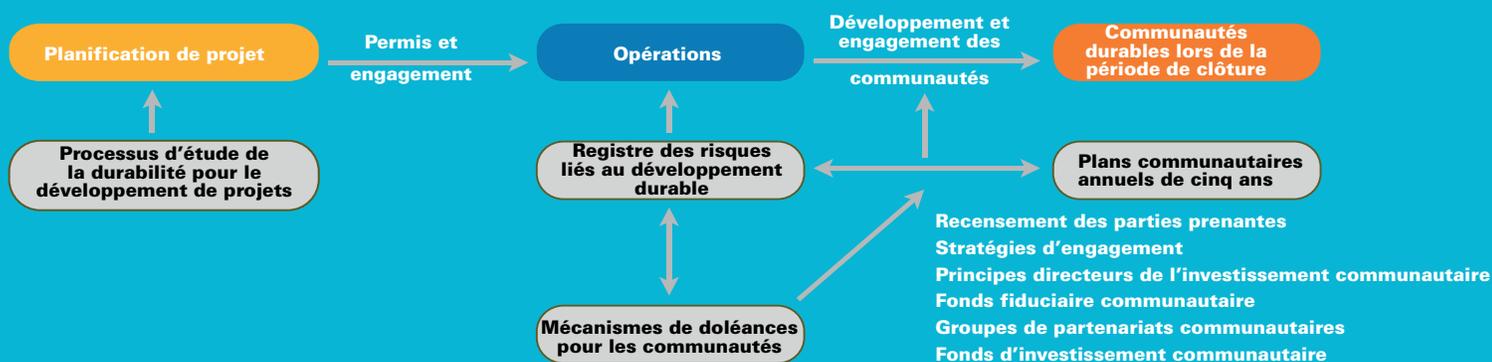


En partenariat avec MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo), TFM dispense une formation sur les droits de l'homme aux employés, aux autorités locales et au personnel de sécurité du gouvernement hôte.

En 2012, TFM a animé des réunions mensuelles d'un groupe de discussion sur la sécurité et les droits de l'homme, auquel participaient des responsables de la sécurité d'autres sociétés minières de la province du Katanga, le personnel de sécurité du gouvernement hôte, les organisations internationales et les ONG. Ce groupe aborde les questions de sécurité liées à l'industrie minière, met également en place un forum de discussion pour traiter des questions portant sur les Principes volontaires et les droits de l'homme et partage de bonnes pratiques et des ressources. TFM est la seule entreprise de ce groupe à être membre des Principes volontaires, c'est donc également un forum pour faire connaître les Principes volontaires aux non membres.

Pour plus d'informations sur nos programmes sur les droits de l'homme, notamment nos programmes de formation exhaustive, veuillez consulter l'intégralité de notre rapport 2012 sur les Principes volontaires concernant la sécurité et les droits de l'homme à l'adresse www.fcx.com.

MODÈLE D'ENGAGEMENT DES COMMUNAUTÉS



Planification et engagement

Nous sommes conscients que nos opérations ont des impacts économiques, sociaux et environnementaux sur les communautés locales tout au long du cycle de vie de nos exploitations minières. Certains de ces impacts concernent le changement d'utilisation des terres et l'afflux de population, tandis que d'autres portent sur les opportunités économiques et le développement dans les domaines des infrastructures, de la santé et de l'éducation. Nous collaborons ouvertement et de manière transparente avec les parties prenantes locales pour faciliter notre capacité à gérer et faire croître notre entreprise. Notre Politique communautaire exige une collaboration avec les communautés pour minimiser et atténuer les impacts négatifs et créer des opportunités afin de maximiser les impacts positifs.

Grâce à l'engagement et aux conseils, nos communautés sont assurées d'avoir des informations sur notre développement et sur nos projets d'exploitation et elles sont en mesure de comprendre nos activités. Le dialogue avec les parties prenantes locales s'effectue officiellement par le biais de journées portes ouvertes et des processus de réglementation, mais également par des interactions régulières avec nos représentants du programme de développement communautaire sur le terrain. Ainsi, après nous être considérablement investis avec les parties prenantes locales, régionales et nationales, dans notamment 13 ateliers et enquêtes publiques, nous avons reçu les permis indispensables à l'extension de notre site de Cerro Verde, au Pérou. Nous avons également soumis notre étude d'impact environnemental et social pour la prochaine extension de TFM en République Démocratique du Congo. Ces processus d'engagement permettent aux équipes de la direction locale de surveiller et d'évaluer les risques potentiels sur le site d'exploitation ou dans les environs et envisager une limite nécessaire.

Notre processus d'étude de développement durable de projets nous aide à envisager des questions essentielles en termes de durabilité, lors des étapes d'exploration, de cadrage, de pré-faisabilité et de faisabilité des projets d'extension ou de développement minier, notamment les impacts et opportunités pour les communautés locales. Cela permet à nos équipes de projet de développer des plans d'atténuation pour gérer les opportunités et impacts sociaux principaux avant la phase d'obtention du permis du projet. Pendant ces processus d'obtention de permis, comme l'étude d'impact environnemental et social, les impacts potentiels et les plans d'atténuation associés sont liés aux parties prenantes locales et ces plans deviennent souvent des engagements à un projet.

Sur les exploitations existantes, nous utilisons le processus de registre des risques liés au développement durable de manière permanente pour analyser les risques économiques, sociaux et environnementaux potentiels qui pourraient avoir des conséquences, directes ou indirectes, sur les communautés locales. Chaque exploitation suit un plan de développement et d'engagement communautaire de cinq ans qui est lié au registre des risques liés au développement durable, de sorte que les méthodes d'engagement communautaire et les objectifs de développement sont alignés sur les risques et opportunités identifiés. Les plans intègrent des mécanismes permettant d'évaluer nos impacts et notre performance sur une base annuelle.

Les exploitations utilisent un système de gestion des plaintes des communautés, afin d'enregistrer, de traiter et de répondre aux griefs des communautés. Nous évaluons en permanence ces systèmes pour nous assurer de leur efficacité dans chacune de nos exploitations. L'objectif est :

- d'établir un processus de gestion des plaintes cohérent, transparent, accessible et crédible pour les individus, les foyers et les communautés concernés par le projet ;
- de créer des résultats qui sont considérés par toutes les parties comme réalistes, justes, efficaces et durables ;
- de promouvoir et établir des critères ouverts et clairs pour l'engagement communautaire autour des plaintes ; et
- de gérer et de réduire les risques de la communauté et de la Société en traitant avec efficacité les plaintes, pour qu'elles puissent être résolues avant de dégénérer dans des conflits plus importants.

Ainsi, en 2012, le système de gestion des plaintes de PTFI a obtenu des résultats divers : une réponse et une lettre d'explication à la communauté ; une réunion animée par un tiers, comme le gouvernement ou une institution tribale ; le développement et la mise en œuvre de programmes pour le développement communautaire. À TFM, un comité de médiation indépendant a été formé en 2012 pour répondre aux plaintes ne pouvant pas être résolues entre TFM et le plaignant directement. Le comité est composé d'une participation majoritaire de parties prenantes externes, la plupart étant des représentants des communautés.

Réinstallation des communautés de TFM

Suite à la poursuite de l'extension de TFM, l'accès aux nouvelles terres a des conséquences sur les terres agricoles et les foyers, et dans de nombreux cas, un déplacement économique et/ou physique ne peut pas être évité. TFM développe et met en œuvre un Plan d'action de réinstallation communautaire pour chaque extension d'un site minier. Les Plans d'action de réinstallation (PAR) sont basés sur la loi de la République Démocratique du Congo et les normes de performances de la Société financière internationale et sont également soumis à une étude annuelle indépendante. En novembre 2012, TFM a finalisé un cadre d'action portant sur l'accès aux terres, l'indemnisation et la réinstallation communautaire. Cette politique est un document public qui décrit les principes, procédures, droits, et les critères d'éligibilité ainsi que les dispositions organisationnelles régissant l'indemnisation que TFM accorde pour les impacts involontaires consécutifs à la réinstallation.

Depuis la réinstallation de trois villages, la compensation et le déplacement de terres de culture suite au développement du gisement de Kwatebala (phase I) en 2009, l'extension de l'usine de TFM et des opérations minières sur les gisements de Tenke-Fwaulu (phase II) ont entraîné la réinstallation physique supplémentaire de 70 foyers. Ces foyers ont été déplacés en 2011 et 2012. En outre, avec l'extension, plus de 150 agriculteurs ont été déplacés et ont adhéré au programme de restauration des sources de revenus. L'extension du projet Oxyde (phase III) s'est poursuivie en 2012 et la version préliminaire associée de l'étude d'impact environnemental et social a été finalisée et publiée pour observation publique, suite à la réalisation de l'étude des impacts environnementaux et sociaux, de plans d'atténuation des impacts et de consultations publiques lors des journées portes ouvertes. La planification est en cours pour développer un Plan d'action de réinstallation spécifique aux régions pour le déplacement physique et économique de la première communauté concernée par le projet Oxyde. TFM développera une phase supplémentaire ou des Plans d'action de réinstallation spécifiques aux régions au fur et à mesure de l'avancée du projet Oxyde.



Nos agronomes de TFM travaillent avec des agriculteurs locaux pour augmenter le rendement de leurs récoltes. Des agriculteurs impactés par le processus de relocalisation reçoivent une assistance pour la restauration de leurs moyens de subsistance, y compris des semences améliorées, de l'engrais et un accompagnement technique.

En 2012, l'organisation Southern Africa Resource Watch (SARW) a publié un rapport intitulé « Freeport-McMoRan contre la population de Fungurume : comment le plus grand investissement minier de République Démocratique du Congo a apporté de la pauvreté au lieu de la prospérité ». Le rapport faisait un certain nombre d'observations constructives concernant les engagements communautaires de l'exploitation, notamment sur des questions concernant la réinstallation des communautés. Cela dit, nous pensons que certaines conclusions étaient incorrectes, basées sur des informations partielles et incomplètes. TFM reconnaît l'importance d'une société civile informée et active et a contacté par la suite l'organisation SARW pour développer une façon de travailler ensemble et de partager des informations.

Veillez consulter notre site Web pour plus d'informations sur la réinstallation des communautés de TFM, ainsi que sur le rapport de SARW et notre réponse.

Peuples autochtones

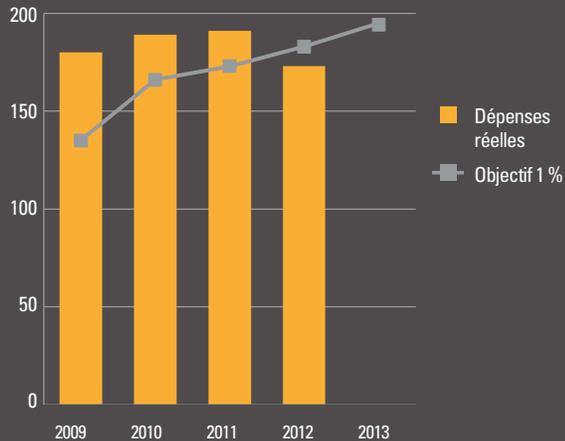
Nos programmes de développement et objectifs d'investissement communautaires, comme en témoignent nos rapports de développement durable générale, sont largement axés sur les Papous autochtones en Papouasie, en Indonésie, les Amérindiens aux États-Unis et les communautés d'Alto El Loa au Chili. Par le biais de la participation communautaire, de la promotion culturelle et des projets de préservation, des programmes de formation et de développement, nous cherchons précisément à aborder les besoins, les cultures et les coutumes des peuples autochtones qui vivent près de nos opérations.

PTFI accorde son appui aux programmes de conservation et de promotion de la culture autochtone locale papoue ainsi qu'aux programmes visant à sauvegarder la richesse et la particularité des cultures autochtones dans un environnement en plein développement. En 2012, PTFI a apporté son appui à ces programmes en Papouasie aussi bien que dans toute l'Indonésie dans le souci de promouvoir la culture tribale locale papoue. Cet engagement comprend l'appui apporté aux Exhibitions culturelles de Kamoro pour la promotion des danses, de la cuisine ainsi que de l'art traditionnels. Cette année, les meilleures sculptures sont venues des villages côtiers de Kamoro et ont été proposées pour une vente aux enchères, aux séances d'exhibition. Le programme procure non seulement des avantages économiques aux sculpteurs locaux, mais encourage aussi la communauté à préserver sa culture et à garder encore vivante sa tradition de la sculpture.

En 2012, Freeport-McMoRan a poursuivi la mise en œuvre de son programme d'engagement à long terme avec les tribus amérindiennes. Suite à cette initiative, la Société et les tribus ont identifié ensemble l'éducation comme priorité et par la suite, nous avons créé un programme de bourses universitaires pour les Amérindiens, destiné à certaines tribus d'Arizona. En 2012, nous avons également introduit deux nouvelles opportunités de financement pour le développement social : le Fonds de partenariat amérindien et le Fonds d'activités communautaires amérindien. Ces fonds encouragent les tribus à évaluer comment les financements de la Société peuvent renforcer leurs communautés à court et long terme. Nous avons également établi un programme de formation technique pour la tribu apache de San Carlos en Arizona.

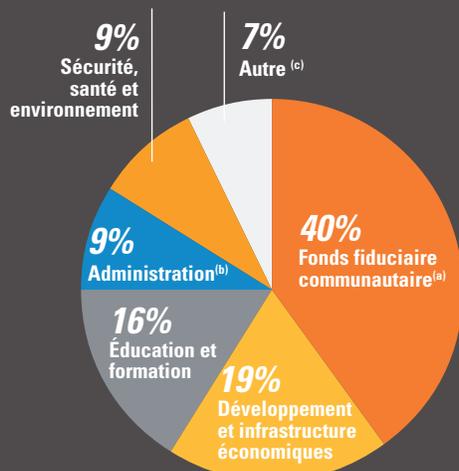
INVESTISSEMENTS COMMUNAUTAIRES

(en millions de dollars)



Objectif 1 % : Investir (dans l'ensemble) 1 % de la moyenne du revenu des trois dernières années, comme indiqué dans les relevés financiers vérifiés intégrés, dans des programmes communautaires, y compris des contributions en nature, et dans l'administration.

INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN 2012



(a) Fonds fiduciaires communautaires (axés d'abord sur la communauté) notamment le Fonds de partenariat pour le développement communautaire de PTFI, le Fonds fiduciaire de Amungme et Kamoro (Indonésie), et le Fonds social communautaire de TFM (RDC).

(b) Comprend les frais administratifs et les frais de main-d'œuvre associés à la fourniture directe et à la gestion des services/programmes sociaux.

(c) Comprend la réinstallation des communautés de TFM (3,9 millions de dollars), les arts, la culture, l'héritage et les programmes des employés comme « Matching Gifts » et « United Way ».

Investissement communautaire

La stratégie d'investissement communautaire de Freeport-McMoRan répond aux besoins prioritaires et facilite le renforcement des capacités locales afin de soutenir les communautés à la clôture de nos opérations. Nos critères d'investissement social bien définis constituent un ensemble de principes directeurs visant à s'assurer que les ressources sont utilisées de manière efficace pour soutenir cette stratégie, en réduisant les dépendances communautaires à nos opérations et en nous assurant que nous adhérons à des partenariats qui favorisent le développement durable. Nous poursuivons notre collaboration avec les ONG, les fondations et les autres institutions communautaires et gouvernementales pour mettre en place des initiatives de développement communautaire.

Dans le cadre de notre stratégie d'investissement communautaire globale, nous mettons l'accent sur les programmes éducatifs qui améliorent les compétences STEM (des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques) des étudiants, afin de mettre tout en œuvre pour réussir dans une société mondiale axée sur les connaissances. Depuis 2010, nous avons investi plus de 11 millions de dollars dans les programmes éducatifs STEM. Ainsi, nous contribuons au financement d'une action plurisectorielle appelée 100Kin10 pour préparer, déployer et subventionner 100 000 professeurs STEM, tous excellents, aux États-Unis, ces 10 prochaines années. L'accent mis sur le programme STEM concorde avec les exigences techniques de nos activités, ainsi qu'avec les opportunités éducatives environnementales disponibles sur certaines de nos exploitations.

Nous avons établi des fondations ou des fonds communautaires en Indonésie, au Pérou, aux États-Unis et en République Démocratique du Congo, gérés par des membres des communautés qui déterminent l'attribution des fonds aux programmes prioritaires portant essentiellement sur l'éducation, la santé et le développement économique. En 2012, ces fondations et fonds communautaires représentaient plus de 40 % de nos investissements communautaires annuels. Notre investissement communautaire totalisait 173 millions de dollars en 2012. Cependant, il nous manque un pour cent pour atteindre notre objectif (183 millions de dollars), à cause de la réduction des volumes des ventes à PTFI et de l'expiration du programme social bénévole au Pérou. Si les prix réalisés moyens pour nos produits sont similaires à 2012, il se peut que nous n'atteignons pas l'objectif de cet investissement communautaire, car nous essayons d'augmenter notre profil de production de plus d'un milliard de livres de cuivre en 2016. Le taux de croissance pour notre investissement communautaire pourrait être inférieur à la croissance des recettes qui détermine notre objectif, pourtant nous continuerons d'étudier nos budgets pour nous assurer que nous maintenons un niveau d'investissement local adéquat.

Nous avons créé en 2012 Freeportinmycommunity.com

« *Transforming Tomorrow Together* » (Transformer demain ensemble) ayant pour but de fournir une source d'informations exhaustive sur notre engagement communautaire et nos activités d'investissement. Nous encourageons les parties prenantes à consulter ce site Web pour en savoir plus sur nos programmes, notamment notre fonds d'investissement communautaire, nos groupes de partenariats communautaires, nos programmes destinés aux Amérindiens, nos programmes STEM, nos mini-subsventions éducatives et nos actions pour lutter contre les catastrophes.



Santé publique

Le paludisme, le VIH/SIDA et la tuberculose peuvent avoir des effets dévastateurs sur les communautés locales, y compris parmi notre personnel. Nous opérons dans différents endroits du monde où l'eau potable et l'hygiène font défaut et où les populations ont un niveau d'éducation faible en matière de santé et un accès limité aux services de santé. En travaillant étroitement avec les gouvernements et les ONG locaux, nous consacrons des ressources importantes à l'aide aux communautés, aux peuples autochtones et aux gouvernements, pour réduire les risques à la santé publique.

PTF Freeport Indonésie

Le paludisme, le VIH/SIDA, la tuberculose et les maladies provoquant des diarrhées représentent des risques pour les employés, leurs familles et la communauté locale. À travers le département en charge de la lutte contre la malaria et de la santé publique de PTFI (PHMC), soutenu par le prestataire des services médicaux, International SOS, la Société a mis sur pied des programmes d'éducation et de formation professionnelle, de prévention, de conseil, de diagnostic et de traitement. PTFI contribue également à un pour cent des recettes annuelles pour le Fonds de partenariat pour le développement communautaire de PTFI, qui est géré par l'organisation du développement communautaire d'Amungme et de Kamoro (LPMK). En 2012, LPMK a contribué à hauteur de plus de 17 millions de dollars aux programmes de soins de santé communautaires, dont la gestion de deux hôpitaux communautaires, ainsi que la mise en œuvre d'un programme de santé public complet traitant le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme, la santé des mères et de leur enfant et l'hygiène.

La province de Papouasie affiche les taux de prévalence de paludisme les plus élevés d'Indonésie, et dans la plupart des communautés se trouvant près de nos opérations, l'infection du paludisme est la plus grande cause de morbidité et d'hospitalisation. PTFI met en place un programme d'envergure internationale de lutte intégrée contre le paludisme dans la zone où se trouvent le projet et la communauté locale, consistant en une pulvérisation d'insecticide à effet rémanent en intérieur, la régulation du drainage, une distribution de moustiquaires imprégnées et le traitement des patients par différentes thérapies à base d'artémisinine.

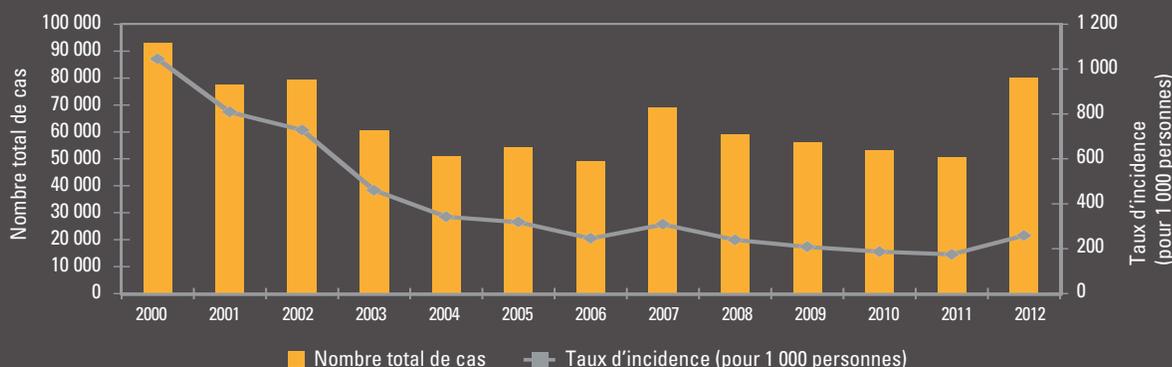
En 2012, environ 85 000 cas de paludisme ont été détectés et traités dans le kabupaten de Mimika, une augmentation alarmante de 68 % par rapport au nombre de cas signalés en 2011. On explique cette très forte augmentation de cas signalés par le risque de transmission élevé dans la région de Timika. On a également assisté à une résurgence similaire du paludisme en 2007. PTFI y a répondu en débutant et organisant une collaboration avec le LPMK et le gouvernement local pour créer une approche complète et intégrée visant à impliquer les activités de régulation des moustiques porteurs, la distribution de moustiquaires imprégnées supplémentaires, l'accès accru à un diagnostic et un traitement exacts et la promotion d'une plus grande sensibilisation à la santé dans les communautés touchées.

Tenke Fungurume Mining

En 2008, TFM a réalisé une évaluation préliminaire sur la santé et a identifié un certain nombre de problèmes de santé publique et de maladies graves ayant un impact sur la communauté locale, dont le paludisme, le VIH/SIDA et autres maladies sexuellement transmissibles (MST), la tuberculose, l'onchocercose et la diarrhée, ainsi que d'autres maladies liées au manque d'eau potable et d'hygiène. De plus, un afflux rapide de population dans le centre urbain de Fungurume pour les personnes recherchant des opportunités économiques liées à la mine et aux activités associées a provoqué des tensions sur la fourniture de services de santé publique limités pour faire face aux demandes en pleine augmentation.

Le paludisme est l'un des problèmes de santé les plus importants que rencontrent la main d'œuvre et la communauté dans la zone de la concession. Avant que TFM n'ait commencé ses opérations dans la région, le paludisme était la plus grande cause de morbidité et c'était un fardeau social et économique important pour la communauté dans son ensemble. TFM met en œuvre un programme de lutte intégrée contre le paludisme afin de protéger le personnel, ainsi que la communauté résidant au sein de la concession. Le programme intégré vise les moustiques porteurs et les parasites, ainsi que la pulvérisation d'insecticide à effet rémanent en intérieur, ciblant tous les foyers de la concession, soit quasiment 50 000 foyers en 2012. Le programme porte également sur l'amélioration du diagnostic et le traitement rapide des patients.

INCIDENCE ET NOMBRE TOTAL DE CAS DE PALUDISME DANS LE KABUPATEN DE MIMIKA, EN PAPOUASIE, INDONÉSIE



Remarque : les taux d'incidence représentent le taux de nouveaux cas d'une maladie dans une population donnée sur une période donnée. Comme la population augmente, on peut s'attendre à ce que le nombre total de cas augmente également, mais cela ne signifie pas nécessairement que le risque est plus élevé.



TFM mène des actions pour améliorer l'accès à l'eau potable et l'hygiène dans plus de 60 villages et deux centres urbains situés au sein de sa concession. Ce programme est composé de cinq projets complémentaires pour entretenir le système de distribution et d'évacuation de l'eau potable, sensibiliser sur la santé et l'hygiène, construire des toilettes sèches, des lieux pour se laver les mains et des sites d'élimination des déchets. Il encourage les membres de la communauté à gérer le système d'approvisionnement en eau.

Une enquête sur la prévalence du paludisme parmi les écoliers locaux est réalisée deux fois par an pour surveiller l'impact du programme de paludisme dans la communauté. Le taux de prévalence moyen du paludisme de 38 %, annoncé dans l'enquête de mai 2012 après la saison des pluies, avait baissé de 51 % par rapport à l'enquête préliminaire (pré-contrôle) réalisée en 2007, et il avait baissé de 19 % par rapport au taux de prévalence du paludisme pour l'enquête précédente de mai 2011. Les résultats de l'enquête d'octobre 2012 à la fin de la saison sèche indiquaient un taux de prévalence moyen du paludisme de 22 %, soit une baisse de 71 % par rapport à l'enquête préliminaire de 2007 (les différences saisonnières peuvent expliquer certaines variances).

En 2012, TFM a été récompensé par GBCHHealth pour son programme de lutte intégrée contre le paludisme, le premier de ce genre en République Démocratique du Congo. Pour en savoir plus sur cette récompense et sur nos programmes de santé publique, veuillez consulter notre site Web.

Exploitation minière artisanale

PT Freeport Indonesia

PTFI utilise un système de gestion contrôlée des résidus par la voie fluviale qui transporte les résidus vers une zone précise dans les basses terres et les zones côtières, appelée la zone de dépôt modifiée. Des milliers de mineurs artisanaux illégaux recherchent de l'or dans les rivières de l'Otomona (en aval du dispositif de broyage) à l'intérieur de la zone de projet de la Société. Les mineurs artisanaux incluent les membres des communautés locales, mais la plupart ne sont pas originaires de la région. Ils ont un équipement et une expertise limités pour opérer dans des conditions dangereuses et sont susceptibles d'engendrer des risques pour l'environnement, ainsi que de mettre leur propre santé et sécurité en péril.

En 2012, l'université catholique Atma Jaya réalisa une étude préliminaire sociale exhaustive de cette communauté de mineurs artisanaux et de leurs réseaux associés. L'étude couvrait à la fois les hautes terres et les basses terres de la rivière et recensait les principaux propriétaires de terres et responsables des communautés au sein du réseau des mineurs artisanaux. Cette étude a permis de mieux comprendre la composition ethnographique de la communauté de lavage à la batée, leur migration, les territoires le long de la rivière, l'organisation et les systèmes, les activités économiques et les ventes d'or, ainsi que l'origine des conflits.

L'un des plus grands risques de l'orpaillage illégal est l'utilisation potentielle du mercure. PTFI surveille régulièrement l'utilisation du mercure par le biais de programmes de surveillance environnementale de routine et le mercure n'a pas été détecté à un niveau de concentration supérieur à celui naturellement présent dans l'écosystème de la rivière. La Société gère également un système de surveillance permanente du mercure dans l'air dans la ville de Timika et depuis 2010, du mercure a été détecté à des niveaux élevés dans les parties de la ville où sont situées les boutiques d'orfèvrerie. PTFI pense que, grâce à ces systèmes de surveillance et à l'étendue de leur zone de couverture, le risque d'utilisation de mercure dans les rivières a été réduit.

Tenke Fungurume Mining

L'exploitation minière artisanale est répandue en République Démocratique du Congo et les mineurs artisanaux sévissent sur la concession de TFM, où ces activités sont illégales selon la loi de la République Démocratique du Congo. Les plus grands risques survenant de l'exploitation minière artisanale restent la sécurité de nos employés et de la population locale. Les mineurs artisanaux creusent des tunnels pour accéder aux gisements de minerai sans utiliser d'équipement de protection. Avec un afflux d'étrangers venant dans la région pour mener des opérations minières illégales, des maux comme des taux de criminalité en hausse ont été observés et les populations locales ont signalé des vols de récoltes, des cas de harcèlement sur des femmes, des agressions et des déviations de rivières pour le lavage des minerais.

Comme TFM étend ses opérations à des gisements supplémentaires dans sa concession, le risque de conflit avec les mineurs artisanaux actifs dans ces régions augmentera. En conséquence, la Société collabore encore aujourd'hui avec les autorités de la République Démocratique du Congo pour appliquer des mesures de contrôle aux points d'entrée et de sortie de la concession, afin d'interdire le transport de minerai illégal. Les agents de liaison communautaire de TFM dirigent des campagnes de sensibilisation pour informer la communauté des risques associés à l'exploitation minière artisanale.

En 2012, TFM a également lancé une étude préliminaire sur les mineurs artisanaux dans la province du Katanga pour aider à développer une meilleure compréhension des risques et facteurs socio-économiques de l'exploitation minière artisanale. L'étude préliminaire explique l'organisation des mineurs artisanaux et permet de recueillir des informations sur l'organisation, les systèmes, les événements historiques et les activités qui ont contribué au développement de l'exploitation minière artisanale actuelle dans la concession de TFM et à proximité. La stratégie à long terme de TFM par rapport aux mineurs artisanaux est toujours de soutenir le développement économique et la création d'emplois dans la région, pour proposer aux communautés d'autres sources de revenus possibles.

La politique de Freeport-McMoRan en matière d'environnement repose sur notre objectif de nous conformer aux lois et règlements et de minimiser les impacts sur l'environnement en utilisant les stratégies de gestion des risques fondées sur des données valides et scientifiquement solides. Elle exige que nous examinons et prenions en compte les effets sur l'environnement de chaque activité, qu'il s'agisse d'exploration, d'extraction ou de transformation et que nous planifions et réalisons la conception, le développement, le fonctionnement et la clôture de chaque installation d'une manière qui optimise l'utilisation économique des ressources tout en réduisant les effets nocifs pour l'environnement.



Notre mine de molybdène de Climax, au Colorado, qui a réouvert en 2012, a reçu récemment la certification de la norme ISO 14001 pour son Système de gestion environnementale.

Toutes nos opérations ont mis en place des Systèmes de gestion environnementale certifiés selon la norme ISO 14001, qui sont audités indépendamment chaque année. En 2012, nous avons effectué des audits environnementaux internes sur 15 sites d'exploitation, conformément à notre Politique d'audit environnemental et nos installations sont régulièrement inspectées par les organismes de réglementation. Depuis 1996, un audit environnemental indépendant est réalisé sur le site de PTFI tous les trois ans et le résumé de l'audit en cours, ainsi que les réponses aux recommandations de l'audit, sont publiés sur notre site Web. Toutes les opérations disposent de programmes d'actions correctives associés au Système de gestion environnementale prédominant.

Gestion énergétique

Nos activités d'extraction du cuivre nécessitent des quantités importantes d'énergie, surtout du gasoil, de l'électricité, du charbon et du gaz naturel. L'énergie représentait environ 19 à 21 % de nos coûts consolidés de production de cuivre depuis 2009. C'est pourquoi la réglementation potentielle des émissions de gaz à effet de serre et l'augmentation des coûts associés pour le carburant, les achats d'électricité et autres



Notre fonderie d'Atlantic Copper a reçu la certification ISO 50001 pour son système de gestion énergétique : il s'agit de la première multinationale dans l'industrie du cuivre à recevoir une certification internationalement reconnue.

apports clés peuvent avoir des effets négatifs sur notre coût de fonctionnement. Voilà pourquoi nous continuons à mettre l'accent sur l'efficacité énergétique dans nos opérations actuelles et le déploiement de technologies novatrices pour l'extraction et le traitement des minerais dans nos projets d'extension sur des sites désaffectés.

Nous avons considérablement amélioré notre efficacité énergétique grâce à nos nouvelles installations de traitement. Cependant, les profits ne garantissent pas le remplacement des usines actuellement en exploitation, car la période de seuil critique financier est trop longue pour justifier économiquement ce type d'investissement. Même si nos sites d'exploitation minière ne sont actuellement pas situés dans des juridictions où un coût direct est associé à nos émissions de gaz à effet de serre, nous avons imaginé des scénarios pour comprendre les impacts potentiels sur les coûts d'exploitation. Ainsi, nous avons imaginé une taxe hypothétique sur le carbone de 50 dollars par tonne métrique sur le total des émissions de gaz à effet de serre (directes et indirectes) pour nos régions d'exploitation en Amérique du Nord et du Sud, selon leur profil d'émission respectif de 2012. L'exercice a prouvé que les frais d'exploitation augmenteraient de moins de 10 % en Amérique du Nord et 5 % en Amérique du Sud. En se basant sur la prévision des profils d'émissions de gaz à effet de serre à venir et en envisageant une taxe hypothétique sur le carbone de 50 dollars par tonne métrique sur le total des émissions, l'augmentation associée des frais d'exploitation ne nécessiterait pas de modifier le plan d'exploitation en réponse à ce scénario.

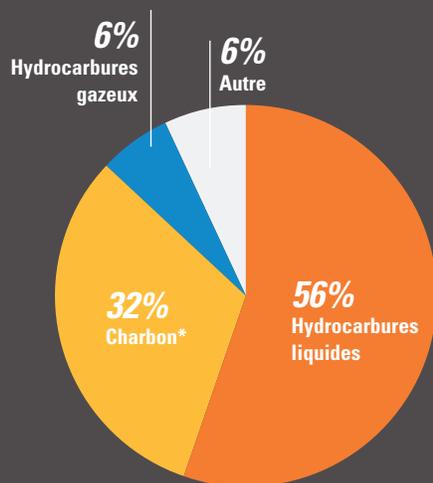
INDICATEURS DE CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE

	2008	2009	2010	2011	2012
Déversements ou fuites de produits chimiques dangereux ou toxiques	85	26	10	11	12
Avis de violation relatif au dépassement des seuils, aux déversements, aux fuites, ou autres questions de conformité	4	6	6	6	4
Amendes liées à la pollution environnementale*	191 151 \$	493 039 \$	83 420 \$	75 000 \$	47 369 \$

*Les amendes sont généralement payées l'année suivant l'événement environnemental et/ou la mesure d'application.

ÉMISSIONS DIRECTES DE DIOXYDE DE CARBONE EN 2012 ÉMISSIONS ÉQUIVALENTES

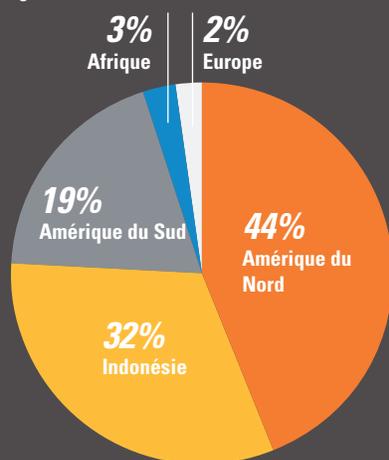
Par type de carburant



* Associé à la centrale thermique auto-alimentée en charbon sur le site de PTFI.

ÉMISSIONS TOTALES DE DIOXYDE DE CARBONE EN 2012 ÉMISSIONS ÉQUIVALENTES

Par région



Nous nous sommes soumis à un audit indépendant de notre inventaire d'émissions de gaz à effet de serre de 2007 à 2012. Vous trouverez sur notre site Web la déclaration de vérification pour les données 2012.



Dans notre mine de Morenci en Arizona, nous étendons nos installations d'extraction et de broyage des minerais pour traiter des gisements de minerais sulfurés supplémentaires. Le nouveau dispositif de broyage utilisera moins d'énergie par tonne de minerai traité que les anciennes technologies.

En 2012, nos émissions de gaz à effet de serre totales dans le monde entier, mesurées en émissions équivalentes de dioxyde de carbone, étaient relativement stables par rapport à 2011, à environ 10 millions de tonnes métriques, divisées entre les émissions directes (59 %) et les émissions indirectes (41 %). La plupart de nos émissions directes proviennent de la combustion du carburant des camions de transport, suivie par la combustion de carburants pour fournir de l'énergie pour le grillage, la fusion et autres procédés. Nos activités d'exploitation minière ont lieu, pour l'essentiel, dans des mines à ciel ouvert. Lorsqu'une mine à ciel ouvert prend de l'âge, la distance du transport routier augmente et les camions de transport doivent déplacer le minerai sur une distance supplémentaire jusqu'à l'usine de traitement. Lorsque les conditions du marché nécessitent l'extraction et le traitement de minerai de qualité inférieure, les camions de transport doivent déplacer plus de matériel. Nos projets d'entreprise actuels, associés à un milliard de livres supplémentaires de production de cuivre d'ici 2016, prévoient une hausse des émissions directes (à la fois les émissions absolues et celles basées sur l'intensité). Même si aucun de nos sites d'exploitation minière n'est actuellement soumis à une réglementation limitant les émissions de gaz à effet de serre, c'est un sujet important pour certaines de nos parties prenantes.

Notre groupe d'étude dédié aux émissions de gaz à effet de serre et à l'énergie poursuit sa collaboration avec des experts en gestion énergétique, des pairs de l'industrie et des fournisseurs pour discuter de l'éventualité de nouvelles mesures d'exploitation minière prédominantes qui pourraient être mises en place pour réduire l'intensité de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre des futurs projets. En fonction des caractéristiques des gisements, de telles modifications reposeraient sur une innovation technologique dans le roulage des matériaux, aussi nous suivons cette évolution de près.

Les émissions indirectes sont généralement les émissions des fournisseurs auxquels nous achetons l'électricité que nous utilisons dans nos opérations. En 2012, environ 63 % de notre énergie achetée provenait de sources renouvelables ou à faible teneur en carbone (nous fabriquons toute notre énergie sur le site de PTFI). Le concassage, le broyage, le pompage et l'electrowinning sont les processus consommant le plus d'énergie dans nos installations. Allant de pair avec nos projets d'extension, on prévoit que la consommation de l'énergie achetée augmentera lorsque nous construirons et gérerons de nouvelles installations d'approvisionnement et de distribution de l'eau.

Approvisionnement et gestion de l'eau*

Nos opérations d'extraction et de traitement de minerai, ainsi que les installations auxiliaires, nécessitent des quantités importantes d'eau. Nous savons que l'accès à l'eau potable est un sujet de préoccupation important, particulièrement pour les intérêts agricoles et les communautés situées près d'un grand nombre de nos opérations. C'est pourquoi nous faisons des investissements stratégiques à long terme dans des projets d'approvisionnement en eau dans l'intérêt de nos parties prenantes, tout en suivant nos projets d'exploitation et de croissance. Deux de nos principaux projets d'extension à Cerro Verde et Morenci sont situés dans des régions marquées par des pénuries d'eau.

Notre site d'exploitation de Cerro Verde prévoit de construire une usine de traitement des eaux usées pour la ville d'Arequipa, au Pérou, dans le cadre de son extension à grande échelle. Cette usine améliorerait la qualité de l'eau régionale, réduirait les maladies provoquées par l'eau et augmenterait la valeur des produits agricoles locaux, tout en apportant de l'eau pour une extension opérationnelle importante d'un point de vue économique pour la région. Cela suivrait le récent développement important d'une usine de traitement de l'eau extensible qui fournit aujourd'hui un accès à de l'eau potable aux résidents locaux 24 heures sur 24.

Nous évaluons le coût totalement amorti par livre de produit pour les frais d'investissement et d'exploitation associés aux projets d'approvisionnement en eau.

Près de Copiapó, au Chili, nous avons construit une usine de dessalement qui, avec les effluents provenant d'une usine de traitement des eaux usées, permettra de ne plus avoir à puiser de l'eau d'un réservoir aquifère local pour les opérations de Candelaria. Plus important encore, la stratégie de ce projet a permis de transférer des droits d'eau potable à la compagnie de distribution des eaux locale pour une utilisation résidentielle. Notre opération d'El Abra située près de Calama, au Chili, mène également des études pour évaluer la faisabilité de la construction d'une usine de dessalement, sur la côte Pacifique, pour traiter l'eau de mer pour une utilisation potentielle pour le broyage ou la production de minerai sulfuré.

En 2012, nous avons utilisé environ 665 millions de mètres cubes d'eau dans nos procédés d'exploitation, parmi lesquels environ 71 % était de l'eau recyclée. Notre consommation d'eau totale, y compris l'eau recyclée, est restée relativement constante ces cinq dernières années, même si nous nous attendons à ce que notre consommation d'eau absolue augmente à l'avenir, au fur et à mesure de l'avancée de nos projets de croissance sur les sites désaffectés pour augmenter les volumes de production de cuivre. Nous poursuivrons nos programmes pour évaluer les possibilités d'approvisionnement en eau et pour gérer efficacement les ressources d'eau sur nos exploitations.

* Les données liées à l'eau dans cette section excluent les quantités associées à toutes les installations situées en Arizona, en raison d'instructions judiciaires sur l'eau en cours.

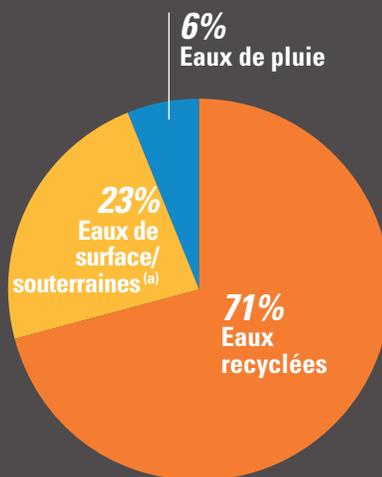


Une usine de dessalement et un pipeline combleront les besoins en eau à long terme de Candelaria et ont permis de transférer les droits d'eau potable à la compagnie locale de distribution des eaux pour une utilisation par les résidents.

Toutes les opérations situées dans des régions marquées par la pénurie d'eau utilisent des modèles d'équilibre hydrique pour comprendre les exigences de consommation d'eau et les pertes du système. Cela nous aide à prendre nos décisions concernant les opportunités de projet dans le but d'améliorer la gestion de l'eau du site. Par exemple, le modèle d'équilibre hydrique de notre mine de Bagdad en Arizona a apporté des informations capitales permettant d'appuyer la décision de mettre en place un projet d'épaississeur des résidus pour une consommation plus rationnelle de l'eau. D'ici la fin 2013, nous nous attendons à ce que toutes les opérations situées dans les régions marquées par la pénurie d'eau suivent un plan de gestion de l'eau qui identifie les principales difficultés, opportunités, stratégies et actions proposées pour améliorer la gestion de l'eau du site.

CONSOMMATION D'EAU PAR SOURCE EN 2012

665 millions de mètres cubes



^(a) Comprend 7,7 millions de mètres cubes d'eaux municipales, d'eaux usées municipales et d'eaux importées des autres installations industrielles ou minières.

L'extraction minière et le traitement des métaux peuvent avoir des répercussions sur site et hors site pour la qualité de l'eau, que nous essayons d'éviter ou de minimiser. Par exemple, les caractéristiques géochimiques des déchets minéraux sont analysées et utilisées pour identifier les décisions à prendre en vue de minimiser les impacts potentiels sur les ressources en eau dans et à proximité de nos installations. Toutes les opérations ont des systèmes de surveillance des paramètres de qualité de l'eau, afin de respecter les règlements en vigueur et les exigences des permis.

En 2012, nous avons mené des enquêtes concernant l'impact sur l'eau provenant des sources de surface, du rejet des eaux pompées, des infiltrations de résidus sulfatés et des infiltrations de solutions de lixiviation et de process, dans plusieurs sites d'exploitation et installations abandonnées (opérations historiques). Dans certains cas, nous avons mis en œuvre des stratégies de confinement et de traitement actif de l'eau (comme l'usine de traitement de l'eau de Blackwell, en Oklahoma, signalée en 2011), tout en fournissant un approvisionnement alternatif en eau aux propriétaires de puits pompant des eaux souterraines contaminées par le sulfate.

Nous testons également plusieurs technologies pour le traitement des eaux contaminées. Dans notre mine de Sierrita près de Tucson, en Arizona, nous avons construit une usine de démonstration pour tester l'utilisation des résines échangeuses d'ions pour éliminer le sulfate des eaux souterraines contaminées. Nous avons deux autres usines de démonstration au même endroit pour tester l'utilisation de bactéries, afin de traiter les eaux souterraines contaminées au sulfate. L'objectif est de transformer le sulfate en sulfure d'hydrogène qui peut soit être récupéré comme soufre élémentaire, soit utilisé pour précipiter les sulfures métalliques des eaux souterraines contaminées. Les trois usines ont commencé leurs tests initiaux en 2012 et les continueront probablement pendant quelques années.

Stériles et résidus miniers

Les stériles (y compris les morts-terrains) et résidus miniers que nous produisons représentent notre plus gros volume de déchets. La gestion du volume de stériles et de résidus miniers produits lors de notre exploitation minière présente des difficultés considérables sur les plans de l'environnement, de la sécurité et de l'ingénierie. En 2012, nous avons produit environ 511 et 213 millions de tonnes métriques de stériles et de résidus miniers, respectivement. Les principaux risques de gestion des amas de résidus miniers et de stériles concernent la stabilité structurelle, la géochimie, la qualité ultérieure de l'eau (drainage rocheux acide), ainsi que la génération de poussière. La gestion des ces déchets est réglementée dans les juridictions où nous opérons et nos programmes sont conçus pour être conformes aux lois nationales, étatiques ou locales applicables, ainsi qu'aux permis et aux études d'impact environnemental approuvées.

Freeport-McMoRan exploite actuellement 14 installations de stockage de résidus miniers (tailings storage facilities - TSF) et gère 59 TSF qui sont inactives ou ont été entièrement remises en état. À Cerro Verde, nous avons reçu l'accord de l'étude d'impact environnemental et social et commencé la construction initiale pour poursuivre l'extension sur site désaffecté planifiée, afin d'augmenter la production annuelle de cuivre de 600 millions de livres. Le projet permettra d'augmenter la capacité du concentrateur pour atteindre 360 000 tonnes métriques

de minerais par jour. La quantité accrue associée de minerai traité nécessitera la construction de l'une des TSF les plus grandes du secteur de l'exploitation minière mondiale, avec une capacité prévue d'environ 2 milliards de tonnes métriques de matériaux environ. Nous poursuivons également nos plans pour augmenter la production de cuivre de 225 millions de livres dans notre opération de Morenci, en Arizona. Suite à l'extension du dispositif de broyage et au traitement supplémentaire de minerai, nous prévoyons d'augmenter considérablement la capacité de la TSF de l'opération.

La stabilité des TSF est surveillée par le personnel de l'ingénierie interne et par des entreprises d'ingénierie contractantes à l'aide d'instruments comme des équipements de mesure manuels et automatisés. Dans les TSF situées dans des zones arides, le programme de gestion de résidus miniers comprend des mesures pour réduire les émissions fugitives de poussières de la surface des bassins de retenue des résidus et pour augmenter la capture et la remise en état de l'eau des bassins de retenue afin de diminuer la consommation d'eau douce. Nos efforts pour limiter la génération de poussières ont entraîné une réduction des dépassements de seuil déclarés dans l'air liés à la poussière soufflée par le vent provenant des TSF : 5 événements en 2012, contre 14 l'année précédente. Les cinq événements déclarés liés à la poussière en 2012, tous liés à un temps défavorable, ont eu lieu dans la TSF d'environ 3 000 acres dans notre mine de Sierrita, en Arizona, où nous avons mis en place un programme important de prévention des poussières en utilisant plusieurs techniques et technologies.

Nous avons mené des inspections annuelles sur le terrain dans 11 TSF actives et 39 inactives en 2012, dans le cadre de notre programme de gestion des résidus miniers. Le programme, qui est réalisé par un groupe interdisciplinaire composé de la direction de la Société, d'experts internes et de consultants externes, comprend des examens des questions opérationnelles, des tendances du niveau de la nappe phréatique, des plans de stockage, des contrôles hydrologiques, de la gestion des eaux d'infiltration, des systèmes de décantation, de l'intégrité structurelle et des évaluations de la stabilité.

Comme signalé précédemment, à PTFI nous empruntons la voie fluviale pour transporter les matériaux du concentrateur dans les montagnes à une zone de dépôt désignée, conçue et gérée dans les basses terres et les zones côtières comme approuvé par le gouvernement indonésien. Le comité d'examen de la gestion des résidus de PTFI se réunit pour évaluer les données opérationnelles et autres données de surveillance pour formuler des recommandations opérationnelles spécifiques en vue d'améliorer la conception et la construction des levées et la performance d'ensemble du système. Nous collaborons fréquemment avec des parties prenantes issues de la communauté ISR, du milieu universitaire ou des communautés locales pour travailler sur notre système de gestion des résidus miniers par la voie fluviale. Des informations supplémentaires sont disponibles sur notre site Web.

Les stériles et les morts-terrains sont conservés sous forme d'amas pour une éventuelle récupération future des minerais, une remise en état ou d'autres projets. Les amas de morts-terrains et de stériles sont évalués pour la stabilité de la structure et les critères locaux de conception sismique sont surveillés régulièrement.

Remise en état

La remise en état d'une mine est le processus consistant à prendre les terres utilisées par l'opération et à les convertir pour une utilisation alternative. Parmi les utilisations alternatives des terres lors de la remise en état d'une mine, on peut citer les espaces ouverts, l'habitat de la faune, l'habitat pour le pâturage, les aires de loisirs, les terres à usage industriel et autre utilisation de terres productives d'un point de vue économique ou écologique. Lorsqu'une utilisation des terres est proposée après la fermeture d'une exploitation minière, nous surveillons les terres remises en état pour nous assurer que la réhabilitation se fait dans les règles. La surveillance de l'Analyse des fonctions du paysage est utilisée pour évaluer l'importance qu'ont certaines zones remises en état dans le système naturel. Les données générées permettent d'établir des comparaisons entre les terres remises en état et les zones environnantes d'origine, qui sont les sites de référence, constituées des paysages fonctionnels matures. En 2012, nous avons réalisé des Analyses des fonctions du paysage sur trois ensembles remis en état.



Le chenal de dérivation Redrock Diversion a été construit dans le cadre de notre projet de remise en état, qui fut récompensé, à Tyrone, au Nouveau-Mexique. Ce chenal gère les eaux de pluie provenant d'un grand bassin hydrographique situé entre deux bassins de retenue de résidus remis en état.

En 2012, des projets de remise en état à grande échelle se sont poursuivis dans notre mine de Miami en Arizona, où plus de 1 000 acres sont en cours de réhabilitation. L'exploitation minière renouvelée à Miami a produit une synergie opérationnelle efficace entre les activités d'exploitation minière et celles de remise en état. Les morts-terrains non minéralisés qui ont été extraits pour développer le gisement restant ont été utilisés comme matériaux de récupération pour la remise en état des amas et des résidus miniers. La remise en état à grande échelle des résidus miniers s'est poursuivie à la mine de Chino



Comme PTFI évolue entièrement vers des opérations souterraines, nous disposerons d'opportunités supplémentaires pour remettre en état notre zone de dépôt de morts-terrains dans les écosystèmes alpins des hautes terres.

au Nouveau-Mexique en 2012 où, en coordination avec les organismes d'état, nous finissons de réhabiliter environ 2 000 acres de résidus miniers qui ne sont plus nécessaires à nos opérations.

Dans l'ancienne mine de Bisbee (non opérationnelle) en Arizona, nous avons terminé la remise en état de 870 acres de résidus miniers en 2012. Cela faisait partie d'un projet de remise en état bénévole de résidus miniers, d'une durée de deux ans, qui permettait à nos équipes de continuer à évaluer les méthodes novatrices de remise en état pouvant s'appliquer aux autres installations de résidus miniers détenues par la Société. Un ancien site de broyage et de production d'énergie (Crawford Mill) a également été remis en état à Bisbee en 2012. L'ancien complexe Crawford Mill se composait d'environ 40 acres de terres désormais réhabilitées.

Biodiversité

Nous nous sommes engagés à identifier les impacts de nos opérations et, le cas échéant, à mettre en œuvre des actions destinées à conserver et renforcer la biodiversité. Sous la direction de notre groupe d'étude dédié à la biodiversité de la Société, toutes les mines en exploitation ont développé et mis en œuvre des Plans d'action pour la biodiversité en 2011. Ces Plans d'action pour la biodiversité, développés au niveau du site, consistaient en un processus de plusieurs étapes au travers duquel les sites décrivent des actions planifiées permettant d'identifier les risques et les opportunités pour la biodiversité. Les étapes spécifiques comprenaient un inventaire des habitats au niveau du paysage, une évaluation des risques pour la biodiversité (associée au Système de gestion environnementale du site), l'identification des opportunités pour la biodiversité et la définition d'objectifs, ainsi que la hiérarchisation et la mise en œuvre de projets spécifiques. Les Plans d'action pour la biodiversité peuvent, dans certains cas, englober des mesures proposées pour répondre aux objectifs réglementaires, cependant la plupart sont volontaires et réalisés en partenariat avec différentes parties prenantes. Suite au processus des Plans d'action pour la biodiversité, plusieurs projets de biodiversité ont été mis en œuvre en 2012, notamment un programme de restauration des habitats riverains dans la région d'aménagement des habitats de Bridle Creek, près de l'opération de Bagdad, en Arizona, et la création d'un habitat palustre pour le crapaud boréal près de notre mine de molybdène de Henderson, au Colorado. Un grand nombre de projets de Plans d'action pour la biodiversité ont impliqué des partenariats avec des parties prenantes externes.

En 2012, tous les sites miniers en exploitation ont également réalisé des Plans de gestion des terres grâce auxquels des réflexions sur la biodiversité ont été intégrées au processus de planification spécifique aux sites, conformément à l'approche intégrée d'entreprise de la planification de gestion des terres, c'est-à-dire aux mesures de gestion environnementale. Les Plans de gestion des terres englobent des données complémentaires qui illustrent la localisation et l'étendue des principales ressources de biodiversité sur et autour des sites miniers. Nos projets d'extension sur des sites désaffectés entraîneront une hausse des perturbations des terres pour l'extraction, le traitement et le stockage des déchets minéraux. Ainsi, le processus des Plans de gestion des terres contribuera à réduire et éviter les impacts négatifs sur la biodiversité, le cas échéant.

Le groupe des Services environnementaux d'entreprise a mis en œuvre le Plan de protection de la faune de l'entreprise (CWPP) en 2012. Ce plan CWPP fait partie intégrante de la stratégie d'ensemble de gestion environnementale qui officialise l'engagement de la Société à protéger les ressources de la faune. Le plan de protection de la faune de l'entreprise détaille des principes directeurs pour le développement de Plans de protection de la faune (WPP) spécifiques aux sites sur les sites actifs et abandonnés en Amérique du Nord. L'objectif des plans de protection de la faune est d'établir un processus par lequel le site évalue les risques pour la faune associés aux activités opérationnelles et développe des mesures et des stratégies efficaces pour réduire considérablement ces risques. Il est prévu que tous les sites participants développeront et mettront en œuvre des Plans de protection de la faune en 2013. Avec les actions bénévoles entreprises par les sites dans le cadre des Plans d'action pour la biodiversité et la considération de la biodiversité dans la planification minière dans le cadre des Plans de gestion des terres, les Plans de protection de la faune contribueront à établir un solide programme pour la biodiversité pour Freeport-McMoRan.



Dans la concession de TFM, les espèces végétales endémiques du cuivre et du cobalt sont la priorité en termes de biodiversité. C'est pourquoi, en partenariat avec les institutions universitaires et scientifiques, TFM continue de définir des habitats associés, de développer des banques de semences ex-situ et de créer des écosystèmes artificiels pour les espèces concernées. Pour en savoir plus sur ces initiatives, veuillez consulter le site Copperflora.org, qui est le résultat des collaborations entre les universités belges, l'université de Lubumbashi, Gembloux Agro-Bio Tech et TFM.



En réponse à un enjeu de l'entreprise soulevé par notre Vice-président des Services environnementaux et du développement durable, les opérations identifient les terres liées à l'exploitation minière pour construire des jardins adaptés aux pollinisateurs. Ces jardins accueillent les espèces de pollinisateurs qui aident les plantes à se reproduire, favorisant donc les écosystèmes du monde entier. Les jardins adaptés aux pollinisateurs, comme ceux de nos sites d'exploitation à Miami (ci-dessus), apportent aux communautés locales des opportunités de sensibilisation environnementale concordant avec le programme STEM de la Société.

L'année passée, nous avons continué à travailler avec plusieurs ONG, dont Wildlife Habitat Council (WHC) et Bat Conservation International (BCI). Quatre sites (deux nationaux et deux internationaux) ont été récompensés lors du symposium annuel 2012 de WHC. Cela s'ajoute aux certifications WHC préalablement reçues par quatre sites internationaux et quatre sites en Amérique du Nord, qui ont été récompensés pour leurs efforts bénévoles pour l'amélioration de l'habitat de la faune, la sensibilisation à l'environnement et la promotion des initiatives destinées à des groupes mal desservis dans les communautés locales. PTFI a reçu la récompense « Corporate Lands for Learning Rookie of the Year » de WHC, tandis que Freeport-McMoRan en tant qu'entreprise a reçu le prix « Conservation Education and Outreach » de WHC, la plus grande récompense annuelle de WHC. Au travers de notre partenariat avec BCI, nous avons continué à progresser dans nos efforts de protection des chauves-souris sur l'ensemble de nos sites. On a notamment développé des protocoles de surveillance pour recenser la population des chauves-souris sur les différents sites et nous avons mis en œuvre des actions de gestion pour améliorer l'habitat des chauves-souris sur les terres de la Société.

Nous continuons à surveiller étroitement les concepts en développement autour des services liés à l'écosystème. En 2012, nous avons participé à des ateliers et initiatives de BSR portant sur des outils d'évaluation des services écosystémiques et, avec plusieurs autres multinationales, nous nous sommes penchés sur les définitions, indicateurs et communications utilisés pour définir et comprendre les risques et opportunités des services écosystémiques. Au fur et à mesure de l'évolution de ce domaine, nous continuerons à améliorer la communication sur nos systèmes et initiatives de biodiversité.

Le rapport Cap sur le développement durable (WTSD) de 2012 de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., y compris l'information référencée dans l'index de contenu de la Global Reporting Initiative (GRI) G3 publiée sur le site Web de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., a été préparé par la direction de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., qui est responsable de la collecte et de la présentation de cette information.

Champ d'application

Il a été demandé à Corporate Integrity Limited, conformément aux instructions de la direction de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., d'effectuer :

1. Un examen des politiques et des systèmes en place relatifs au Cadre de développement durable (DD) du CIMM en utilisant comme base, le Cadre de développement durable du CIMM : Procédure de vérification et lignes directrices du GRI G3 sur les divulgations de gestion ;
2. Un examen des déclarations concernant le rapport WTSD de 2012 et les informations référencées par l'index du contenu GRI G3 ; et
3. Un examen des données/informations qualitatives et quantitatives sélectionnées comme étant à signaler d'après les lignes directrices de la GRI G3 et des indicateurs de performance, y compris les indicateurs se trouvant dans le Supplément du Secteur mines et métaux de la GRI.

Notre travail d'assurance a couvert les objets 1 à 5 mentionnés dans le Cadre du DD du CIMM : procédure de vérification.

Le champ d'application du travail de vérification couvre toutes les opérations de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., définies par les limites de rapport qui figurent dans ce rapport WTSD de 2012. Le travail a consisté en des examens des documents sélectionnés, des entrevues et des visites à :

- Fonderie d'Atlantic Copper, Espagne
- Mine de Safford, États-Unis
- Mine de Tenke Fungurume, RDC
- PT Freeport Indonesia (PTFI) – Mine de Jakarta et Grasberg, Indonésie
- Mine de Morenci, États-Unis
- Mine de Sierrita, États-Unis
- Mine de Cerro Verde, Pérou
- Siège social, Phoenix, États-Unis

L'étude impliquait également des études au bureau et des entretiens par téléphone avec la direction des installations en aval associées au molybdène de Climax, à Rotterdam, aux Pays-Bas, à Stowmarket, au Royaume-Uni et à Fort Madison, aux États-Unis.

Le programme de visite de sites fait partie d'un processus continu de visite de tous les principaux sites miniers de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. sur une période de trois ans.

Découvertes majeures

Sur la base de notre examen, de son champ d'application et de ses limites :

- rien n'a attiré notre attention sur le fait que les informations livrées par Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. dans le rapport WTSD de 2012 et les informations référencées par l'index du contenu de la GRI G3 en ce qui concerne la mise en œuvre de l'engagement de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. sur la vérification du CIMM à l'égard des matières 1 à 4 étaient erronées dans leur matérialité,
- rien n'a attiré notre attention sur le fait que le niveau d'application d'auto-déclaration de A + de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. par rapport à la période indiquée vis-à-vis des lignes directrices du développement durable de la GRI G3 était erroné dans sa matérialité.

Méthodologie

Par l'examen de documents et des entretiens menés dans les sites sélectionnés et au siège social, les activités ont consisté en :

Pour les matières 1 à 3 dans le Cadre du DD du CIMM : procédure de vérification

1. Un examen des politiques de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. et leur harmonisation avec les 10 Principes du développement durable du CIMM et la déclaration de position du CIMM au niveau du siège social et des sites.
2. Un examen des processus en place pour identifier et hiérarchiser les risques et opportunités du DD au niveau du siège social et des sites au cours de la période considérée et les résultats du processus d'identification et de priorisation.
3. Un examen des systèmes et des approches que Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. utilise pour gérer les risques et opportunités identifiés du DD et pour mettre en œuvre les 10 Principes du DD du CIMM au niveau du siège social et des sites.

Pour les matières 4 et 5 dans le Cadre du DD du CIMM : procédure de vérification

4. Examen des procédures d'opérations normalisées (SOP) pour la collecte et l'assimilation de l'information relative au travail réalisé rapporté selon la GRI G3 qui comprend :
 - a. Une évaluation du risque de mal formuler les informations rapportées pour les indicateurs quantitatifs signalés. L'évaluation a examiné les données de performance fournies au niveau des sites pour les indicateurs de la GRI et considérées comme matérialité dans le contexte des renseignements déclarés au niveau de l'entreprise. Sur cette base, certains indicateurs ont été sélectionnés pour les activités de vérification sur les sites choisis. La méthodologie d'évaluation était fondée sur la norme ISO 31000:2009, Gestion des risques — Principes et lignes directeurs.
 - b. Un examen des données contenues dans le rapport ainsi que les processus de collecte et de consolidation au siège social.
5. Examen des déclarations faites dans le rapport WTSD de 2012 et l'information référencée dans l'index de contenu de la GRI G3 concernant les processus de développement durable de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. et de ses réalisations en 2012, notamment sa mise en œuvre du Cadre de DD du CIMM. Il s'agissait d'entrevues avec les hauts cadres de niveau VP et les examens de la documentation à l'appui des renseignements déclarés au niveau du siège social ainsi que d'une entrevue avec le Président directeur général et le Directeur financier général.
6. Examen et analyse sélective pour l'exactitude des déclarations qualitatives dans le rapport WTSD de 2012 et les informations référencées dans l'index de contenu de la GRI G3.
7. Évaluation du niveau de l'application auto-déclarée du rapport contre les directives de développement durable de la GRI G3 et la version finale du Supplément du Secteur mines et métaux auto-déclarée au niveau A +.

Limites du travail accompli

Ce travail a été effectué en vérifiant des échantillons d'informations et des documents mis à disposition par Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. au cours de la période de vérification.

Les informations fournies, qui ont été considérées comme indépendamment vérifiées par des tiers, ont été considérées comme vérifiées de manière adéquate et n'ont pas été sujettes à une nouvelle vérification par Corporate Integrity.

L'examen des opérations PTFI est en place pour identifier et hiérarchiser les risques et opportunités du DD. L'examen portait également sur l'évaluation de PTFI de leurs principaux risques identifiés avec une étude limitée des plans de surveillance et d'action associés et des systèmes de gestion qui y sont relatifs.

Nos procédures de collecte des éléments de preuve ont été conçues pour obtenir un niveau limité de vérification sur lequel baser nos conclusions.

La déclaration de vérification fournie par Corporate Integrity n'est pas censée être utilisée comme conseil ou comme base pour quelque décision que ce soit, y compris, sans limites, les décisions financières ou d'investissement.

Déclaration d'indépendance

L'indépendance de notre équipe a été examinée et aucun des assesseurs de Corporate Integrity impliqués dans ce projet ne présente un conflit d'intérêt susceptible de compromettre l'intégrité de cette déclaration de vérification.

Normes appliquées à cette déclaration

Norme internationale sur la vérification, Assurance ISEA3000 (révisée) – Assurance Engagements other than Audits & Reviews of Historical Financial Information (missions de vérification autres que les missions d'audit ou d'examen limité d'informations financières historiques), publiée par l'IAASB.

Corporate Integrity Ltd.



333 North Central Avenue
Phoenix, Arizona 85004
602.366.8100
www.fcx.com



Ce rapport est imprimé sur du papier
recyclé post-consommation à 100 %.

